L'EXPRESS

23 JANVIER 1954 — LES ÉCHOS DU SAMEDI — 30 FRANCS. — N° 36

ENQUÊTE :

▪ LA FRANCE A RENDEZ-VOUS EN 1970

(PAGES 6 et 7.)

A LA TRIBUNE :

▪ "LE DANGER EST ALLEMAND"

par Julien BENDA

(PAGE 12.)

DOCUMENT :

▪ QUI VIT, QUI MEURT DE L'ALCOOL ?

(PAGE 10.)

CAROLINE
« En 1970, j'aurai 21 ans ; la France aura-t-elle de quoi vivre ? »

CETTE SEMAINE

A QUOI SERVIRA BERLIN ? — *La conférence des quatre puissances commence à Berlin. Aucune indication encore sur les intentions soviétiques. Dans la bonne hypothèse, les Russes accepteront des élections libres dans toute l'Allemagne, c'est-à-dire de perdre leur zone orientale. Bien entendu, ils demanderont quelque chose en échange : est-ce que les Occidentaux et les Allemands de l'Ouest sont prêts à abandonner ou modifier le traité d'armée européenne ?*

Officiellement, non. En fait, la réponse est, au moins, plus nuancée. « L'Express » est en mesure d'apporter d'intéressantes précisions sur cet aspect du problème. Un long rapport officiel sur le problème allemand, rédigé par nos diplomates, donne des informations neuves sur : les positions des partis allemands, une solution de rechange que la France pourrait proposer. « L'Express » résume l'essentiel de ce rapport. (Voir p. 3.)

LA FRANCE EN 1970. — *Les pouvoirs publics, et en particulier les hommes politiques en place, déclarent que l'économie française est stabilisée, saine, équilibrée. Chacun sent bien que la réalité ne « colle » pas avec cette satisfaction officielle; mais où se place le nœud ?*

Une importante étude vient d'être achevée sur l'état réel de la France, c'est-à-dire le rapport entre les besoins des Français et ce que la production nationale leur offre. Conclusion : il manque, pour satisfaire les besoins minima, 40 0/0 de revenu national. Une politique lucide et dynamique pourrait rétablir l'équilibre en 1970.

M. Alfred Sauvy, directeur de l'Institut d'Etudes démographiques, expose dans « L'Express » le problème qui domine toute politique dans l'immédiat, et commande l'avenir (voir pp. 6 et 7).

UN ERSATZ POUR L'INDOCHINE. — *Les Anglais et les Américains commencent tout de même à s'interroger très sérieusement sur la possibilité d'une négociation en Indochine. S'il ne dépendait que d'eux, cette négociation n'aurait pas lieu : ils sont convaincus qu'elle ne peut aboutir qu'à confier tout le pays au Vietminh. Mais ils s'aperçoivent que la France ne raisonnera peut-être pas toujours de la même manière. Dès maintenant, ils cherchent donc à étudier les conséquences stratégiques d'un arrêt des combats au Viet-Nam; ainsi vient de naître l'idée du « Siam, nouvelle ligne de défense ».* (Voir p. 5)

A LA TRIBUNE. — *Julien Benda, le « philosophe français de l'intelligence » (Larousse), l'auteur de la « Trahison des Clercs », n'a pas pris la parole depuis plusieurs années. Il rompt ce silence dans « L'Express » en livrant son opinion — très nette — sur le problème qui domine l'actualité : la conférence de Berlin sur l'Allemagne. Nous considérons comme un honneur de pouvoir lui offrir notre tribune ; il va de soi que ses opinions et les nôtres n'ont pas besoin d'être superposables, et ne le sont d'ailleurs pas.*

*

PARIS EN PARLE. — *Intolérable : un deuxième enfant est mort de froid dans les roulottes des sans-logis recueillis par l'abbé Pierre. — Imbattable : l'équipe de Reims (football) a écrasé par 6-2 le Racing devant un public sentimental qui croyait au miracle. — Incomparable : la Comédie-Française quand elle travaille au lieu d'intriguer* (voir p. 11). *Pour le 332e anniversaire de Molière, triomphe de* L'Impromptu de Versailles *et de Michel Galabru dans* George Dandin. *— Important : les premières auditions entendues au Petit-Marigny* (voir p. 8). *— Indécent : les manifestations de M. Charles Trénet à propos de Doris Duke. — Indignés : les directeurs de la Tribune parlementaire injustement accusés d'avoir cédé à des pressions gouvernementales alors qu'ils ont remanié de plein gré une émission qui dégénérait en privilège de brouilleurs de son.*

* *

courrier

PRECISIONS SUR L'AFRIQUE DU NORD

Dans votre numéro du 9 janvier 1954, vous insérez un reportage que vous présentez « le plus retentissant réalisé sur l'Afrique du Nord depuis plusieurs années » (...)

Il y a bientôt près de vingt ans que j'y travaille dans cette Afrique. J'y fais de nombreux voyages : quatre par an (...)

Sur le fond, il est facile de déclarer que les Français, spécialement les colons, ont d'abord soutenu leurs intérêts nationaux et leurs intérêts personnels. Cependant, leur action indiscutable en faveur des indigènes est méconnue (...)

INSTRUCTION : fréquentation considérable par les indigènes des écoles de droit et de médecine d'Alger où 50 0/0 des élèves sont indigènes. Les écoles secondaires sont accessibles aux jeunes indigènes.

CONSTRUCTIONS CIVILES : création de lits d'hôpitaux par milliers. Dispensaires, écoles, mairies édifiés en quantité extraordinaire en des localités où ne vit à peu près aucun Français.

SALAIRES : aucune différence de traitement entre Français et indigènes. Je tiens à préciser les chiffres :

Algérie (octobre 1951) : protocole d'accord entre patrons et ouvriers :

— manœuvre ordinaire, 77 francs (le moins payé) ;

— ouvrier 1re catégorie, 116 francs.

Tunisie : Bizerte, octobre 1951 :

— manœuvre ordinaire, 60 francs ;

— ouvriers qualifiés, 94 fr. 60.

Coût de la vie de 30 à 50 0/0 inférieur à celui de la métropole.)

Rappel des salaires français métropole en province même époque :

— manœuvre ordinaire, 86 fr. 50 ;

— ouvrier qualifié charpentier, 108 fr.

Je m'en tiens là, car il faut se borner.

Eugène CHALUMEAU, Paris.

★

ET LES BEBES ANGLAIS ?

Pensez-vous avoir fait œuvre utile en publiant même avec des réserves, le reportage de M. Deane sur l'Afrique du Nord ? (...)

M. Deane n'a passé que deux mois en Afrique du Nord. Ce reportage est le type des enquêtes « à vol d'oiseau » (...)

Il y a de la misère en Afrique du Nord ? Bien sûr, il y en a aussi en Angleterre et en France où des bébés meurent de froid. M. Deane aurait mieux fait de nous dire ce qu'a fait l'Angleterre aux Indes pour combattre la famine épouvantable qui y régnait, et pourquoi son pays a de telles difficultés en Côte de l'Or et autres Guyanes sans parler de l'Afrique du Sud et des Mau-Mau.

La France a, en Afrique du Nord, à son actif des réalisations qui se passent de commentaires. Que tout soit pour le mieux, certainement pas, mais il tombe sous le sens qu'avant de rendre une terre fertile, il faut l'irriguer. Les barrages ne se construisent pas tout seuls. Il y faut du temps et de l'argent et on n'éduque pas une trentaine de millions d'habitants en un clin d'œil.

Jacques CAZONE, Paris.

★

ET L'EGALITE ANGLAISE ?

A la suite du reportage de Philippe Deane, il y a longtemps que pour le Maroc l'abcès a été percé, et que nous savons à quoi nous en tenir... sans nier cependant qu'il y ait encore beaucoup à faire. Si en quarante ans, nous avons fait du Maroc ce qu'il est, ne peut-on encore attendre quelques dizaines d'années pour constater ce que nous souhaitons qu'il devienne ?

Que le gouvernement supprime les agitateurs et se penche sur les peuples d'Afrique du Nord, qu'il leur donne avec du pain et le minimum, une mystique de l'Union française, et l'assimilation se fera sans à-coups par un sentiment d'égalité que n'ont pas les peuples soumis à l'Angleterre !

A. MARION, Paris.

★

LA CLEF DE L'INDEPENDANCE FRANÇAISE

Si tout le monde doit penser qu'un pays comme la France, pour rester maître de son destin, aurait dû depuis longtemps recouvrer l'équilibre extérieur de ses comptes, c'est-à-dire son indépendance économique, il est plus difficile pour certains de se dire d'accord avec les remèdes proposés.

Le bon travail est nécessaire, mais non pas l'austérité. Les plus heureux, dès la première minute, ont été les peuples qui, comme l'Angleterre, la Hollande, l'Allemagne, ont témoigné du courage nécessaire au redressement de leur situation. Réduire nos importations ! Comment oublier, en le proposant, que c'est pour les échanges, choisir la voie mauvaise du nivellement par le bas, que c'est nous attirer des mesures de représailles qui supprimeront l'économie espérée, qu'alors que dans deux mois, nous sommes convoqués devant l'O.E.C.E pour nous justifier des restrictions que justement nous maintenons encore, c'est menacer la communauté atlantique en trahissant l'esprit qu'elle a adopté.

Augmenter les exportations en supposant que la maladie de notre économie se mesure à la disparité des prix français et étrangers ! S'il ne s'agissait que de cela, un trait de plume suffirait : la dévaluation, que l'on calomnie à tort. Car c'est le métier de la relation correcte entre les divers taux de change de corriger ces disparités, et c'est une autre affaire, qui n'affecte que notre économie interne, de constater que, malheureusement, notre élan productif est insuffisant, et qu'il est trop souvent contrarié par les ententes qui retiennent l'allure de tous à celle du membre le plus lent (...)

J. LEVY-JACQUEMIN, Paris.

★

L'ECOLE NORMALE ET L'INDOCHINE

Le Comité de Paix de l'Ecole Normale Supérieure de la rue d'Ulm, vient de lancer une pétition demandant la cessation des hostilités en Indochine et l'ouverture de négociations avec le président Ho Chi-Minh.

Cent soixante-deux signatures ont été recueillies sur un total d'environ deux cents élèves. Cette pétition a été portée par une délégation à l'Elysée et à l'Hôtel Matignon.

LE COMITE DE PAIX DE L'ECOLE.

★

IL FAUT DES SANCTIONS

J'ai lu votre article sur : « La paix trahie en Indochine ».

Il serait fort souhaitable que de telles précisions soient largement diffusées et portées à la connaissance des électeurs. C'est le meilleur moyen de faire l'éducation de la masse.

La prise (exagérée) du sens des responsabilités en U.R.S.S. par exemple, a tout de même une raison d'être.

Comment peut-on supporter que soient encore au pouvoir et fassent encore figure de chefs, des hommes qui se sont si lourdement trompés et ont enchaîné le pays pendant plus de sept ans dans un infernal gâchis ?

Sans aller jusqu'à l'emprisonnement ou à l'exécution, ne devraient-ils pas être tout au moins, réduits au silence, alors qu'ils font encore des conférences, suivis et applaudis ?

Obligés à faire oraison. Ce serait salutaire, non draconien (...)

Pourquoi également, les séances de la Chambre ne seraient-elles pas transmises par radio et télévisées ?

Les Français, n'ont pas, tous, la mémoire courte.

René GRIMAL, Paris.

★

LES INVESTISSEMENTS VICIEUX

La lecture de l'article de *L'Express*, intitulé : « Expansion ou Explosion » me suggère les remarques ci-après :

Vous préconisez l'accroissement des investissements comme moyen de nous dégager du cercle vicieux engendré par la stagnation des affaires. Certes ! Et si ce n'était cette satanée inflation, quels résultats n'obtiendrait-on pas ! Pourtant, pour être réalisé intelligemment, il apparaît nécessaire de déterminer les secteurs où le développement attendu de la production trouvera, en contrepartie, la somme de besoins correspondants chez le consommateur.

L'insuffisance de consommation due à l'acheteur — qu'il ne désire pas, ou qu'il ne puisse pas acheter, faute de moyens — est responsable des stocks invendus et des répercussions en chaîne qui en découlent (...)

Au surplus, est-ce prudent de nourrir tant d'espoirs à cet égard alors que vous indiquez que les possibilités actuelles de production ne sont utilisées qu'aux cinq sixièmes (...)

Je pense aussi que le chômage est une conséquence directe de l'abaissement des prix de revient. Car diminuer ces prix, n'est-ce pas réduire le pouvoir d'achat de futurs consommateurs, pouvoir d'achat destiné précisément à acquérir les denrées et marchandises produites, même si, à l'inverse de la plupart, la feuille de paie de quelques-uns d'entre eux s'accroît (...)

Georges GILET,
Chantonnay (Vendée).

[*La politique d'investissement, préconisée par l'article de* L'Express, *devait en effet répondre à deux caractéristiques :*

1° *Etre orientée vers certains secteurs choisis en raison d'une offre particulière du marché intérieur ou étranger ;*

2° *Prévoir un reclassement progressif des travailleurs dont les emplois seraient supprimés par les réformes.*]

L'EXPRESS

Directeurs-Gérants :

J.-C et J.-J. SERVAN-SCHREIBER

COMITE DE REDACTION :

Françoise GIROUD

J.-J. SERVAN-SCHREIBER

Pierre VIANSSON

★

LA DIFFERENCE ENTRE AU, EAU ET HAUT

Permettez-moi de répondre à votre sympathique correspondant, M. Mirand, qui préconise la réforme de l'orthographe française.

Le désir de réformer l'orthographe française, s'il part d'un généreux sentiment, repose par contre sur une idée fausse.

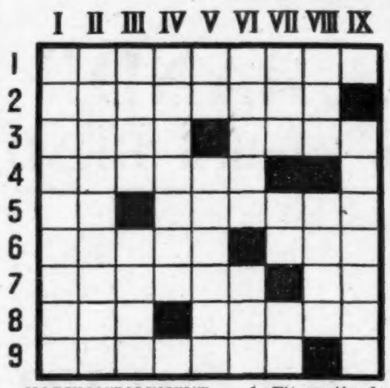
En effet, d'une part, si une telle réforme était réalisable de façon satisfaisante et complète, elle ne rendrait pas le Français beaucoup plus facile. L'orthographe n'est que l'élément le moins important d'une langue.

D'autre part, la réforme préconisée ne saurait être complètement satisfaisante. Il est, en effet, très nécessaire que la langue écrite fasse une distinction entre au, eau et haut, entre a et à, entre ait et est, entre se et ce, etc.

Si vous voulez connaître une langue simple et logique d'un bout à l'autre, apprenez l'espéranto. Si vous voulez connaître le français, donnez-vous la peine de l'apprendre tel qu'il est. Il n'y a pas de solution moyenne.

Pierre LEVY, Paris.

PROBLEME N° 29



HORIZONTALEMENT. — 1. Fit partie de l'entourage d'Eve avant son mariage. — 2. Sanctuaire desservi par un prêtre du même nom. — 3. Brac en est propriétaire ; N'a pas été codifiée par le Marquis de Queensberry. — 4. Sacrifia sa postérité à sa longévité. — 5. Initiales d'une romancière norvégienne ; Récit des tribulations d'un habitué de nos grilles. — 6. En désaffection par suite d'une affection ; Sa vaillance est un signe de son absence. — 7. Vit la victoire finale d'un commentateur ; Initiales de Samuel Clemens. — 8. Article d'usage courant en Allemagne ; Entrepôt de toiles. — 9. Ses amitiés ne sont pas forcément particulières.

VERTICALEMENT — I. Se dresse en principe au milieu d'un bois. — II. Appareils à feu qu'on remplit d'eau et dont il sort de la fumée. — III. Joli groupe de solipèdes ; Lieu de retraite. — IV. Corrections. — V. Phonétiquement : versait à boire à Jupiter ; Fait l'objet d'un appel. — VI. Sujet qui permet de parler d'abondance ; Alternative romaine. — VII. L'avocat l'est en sa plaidoirie ; Sa fin aurait inspiré Mac Mahon ; Extrémités d'une bienheureuse. — VIII. Marque d'une exonération transitoire ; Celui de Milan n'en a pas. — IX. Mouvements de désapprobation.

	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII	IX
1	D	E	S	E	S	P	O	I	R
2	R	A	I	D	I	L	L	O	N
3	O	U	T	I	L	■	I	D	■
4	G	■	U	T	■	A	V	E	N
5	U	S	A	■	A	L	I	■	A
6	I	N	T	E	L	L	E	C	T
7	S	■	I	M	P	U	R	■	I
8	T	R	O	U	E	R	■	P	O
9	E	O	N	■	S	E	R	I	N

Solution du n° 28.

Imprimeries Parisiennes Réunies
10, rue du Fg-Montmartre
Raymond Seguin, Directeur général.

L'EXPRESS

L'abonnement d'UN AN : 1.500 francs sur banque ou C.P. 7378-19 Paris

Par avion pour l'Union Française et l'Etranger : demander nos tarifs spéciaux

Adresse : 37, avenue des Champs-Elysées, PARIS (8e).

Tél. : BAL. 19-68 (25 lignes groupées).

Les abonnés de L'Express sont de droit membres du Club Echos.

AIGUILLES

PLATINES

pour la Bonneterie

SOCIÉTÉ FRANÇAISE DES

AIGUILLES GROZ

Agence exclusive pour la France des Fabriques GROZ et BECKERT

2, rue de Gribeauval, PARIS-7e

BAB. 13-30

SOCIÉTÉ ANONYME DES

Etablissements CHIGOT & Cie

19, R. BEAUREGARD, TROYES

COUP DE TONNERRE
PRIMOR FIN
MILWAUKEE
MICHIGAN
CHICAGO
MUSETTE
FOREFIN
MENUET
JASMIN
CRÉCLE
RITA

Le bas des jolies jambes

SOUS-VÊTEMENTS

ERBY

Etablissements HERBIN

TROYES

TOILES POUR TAILLEURS ET CONFECTIONNEURS

IRRÉTRÉCISSABLES - INFROISSABLES

En LAINE - POILS - JUTE - LIN

■ ÉTABLISSEMENTS ■

LOUART-PIGON

Société à responsabilité limitée · Capital 86 millions

22, place Louise-de-Bettignies, LILLE — Tél. : + 561-24

USINES A HALLENNES-LEZ-HAUBOURDIN (Nord)

LE DOSSIER DE LA DÉLÉGATION FRANÇAISE A LA CONFÉRENCE DE BERLIN

Le sort de la Conférence des quatre puissances qui se réunit à Berlin dépend d'une inconnue majeure : est-ce que les Russes accepteront des élections libres dans la partie est de l'Allemagne, qui est sous contrôle soviétique ?

Jusqu'à présent, tout en ne repoussant pas le principe, ils l'ont toujours refusé en fait. C'est pourquoi aucun accord sur l'Allemagne n'a pu être trouvé entre l'Ouest et l'Est. Les puissances occidentales posent — à juste titre — comme condition essentielle : des élections libres.

La raison évidente du refus soviétique est bien connue : si des élections avaient lieu en zone orientale, le régime communiste serait remplacé par un gouvernement démocratique du type occidental, les Russes perdraient tout contrôle sur l'Allemagne. A ces élections, l'Occident a tout à gagner et l'U.R.S.S. tout à perdre.

Il s'agit donc d'une concession majeure demandée à la Russie.

En échange de quoi ?

Voilà le problème. Bien entendu, il n'est pas certain que, même au prix d'un marché équitable ou avantageux, les Soviets soient prêts à abandonner leur zone d'Allemagne. Mais la diplomatie occidentale, à moins de parier d'avance sur l'échec des conversations, doit se placer dans l'autre hypothèse : en supposant que les Russes soient prêts à envisager des élections libres, que peut-on leur proposer en échange pour les décider à le faire ?

La réponse, ici encore, est évidente. La seule monnaie d'échange qui peut avoir une valeur pour les Soviets est le non-réarmement de l'Allemagne, de toute l'Allemagne, c'est-à-dire de l'Ouest et de l'Est.

L'Amérique, l'Angleterre et la France sont-elles disposées à abandonner, dans certaines conditions, les projets de réarmement de l'Allemagne — c'est-à-dire, plus précisément, le traité actuel d'armée européenne ?

Cette question — fondamentale — se heurte à deux obstacles.

1° L'Allemagne de l'Ouest, du chancelier Adenauer se considère maintenant comme une puissance souveraine et refuse d'être « neutralisée » par un accord entre les quatre puissances. L'Amérique partage ce point de vue, et soutient le chancelier.

2° la France, qui a inventé le projet d'armée européenne, a refusé, jusqu'à présent, de préciser toute autre politique dite « de rechange ». L'Amérique et l'Angleterre s'en tiennent également à cette position.

Ainsi se résume la situation au début de cette conférence. Sur les intentions soviétiques, nous ne pouvons apporter aucun renseignement valable : tout est hypothèse, il vaut donc mieux s'abstenir de pronostics. Mais sur les questions que nous venons de décrire — et qui dépendent de l'Ouest — nous pouvons apporter quelques précisions nouvelles et importantes. En particulier sur la manière dont le parti chrétien-démocrate allemand (du chancelier Adenauer) et le parti socialiste (d'opposition) conçoivent la possibilité d'un accord entre les quatre puissances ; et, d'autre part, sur des positions nouvelles envisagées par la France ; nous sommes en mesure d'indiquer ici les idées essentielles d'un important rapport emporté par la délégation française qui vient de partir pour Berlin.

Le Carrefour de Berlin
Des élections libres, en échange de quoi ?...

Analyse des positions allemandes

M. Adenauer a toujours conçu, comme les Américains, une grande méfiance devant la perspective d'une Conférence à Quatre. De toute sa ténacité, il n'a cessé de travailler à éviter que l'Allemagne occidentale ne retombe sous la férule des Quatre, qu'elle n'y perde, en même temps que sa liberté et l'appui précieux de l'Occident, la prospérité dont elle est fière.

Le gouvernement fédéral a déployé une activité fiévreuse pour rester au contact des Alliés occidentaux et les éclairer sur la défense des intérêts allemands.

Le chancelier a fait adopter, le 9 décembre, par le Bundestag unanime, une résolution qui définit les cinq conditions indispensables à la réunification de l'Allemagne : 1° Elections générales et libres ; 2° Formation d'un gouvernement central allemand, issu de ces élections ; 3° Libre négociation d'un traité de paix; 4° Règlement des questions de frontières ; 5° Liberté d'action internationale de l'Allemagne réunifiée.

La plus importante de ces conditions pour Adenauer est celle du droit, pour l'Allemagne unifiée, de choisir librement ses alliances. Il ne redoute rien tant qu'une neutralisation éventuelle de l'Allemagne. Or il sent bien qu'à mesure que les signes de détente entre l'Est et l'Ouest se multiplient, les thèses neutralistes reparaissent et que des hommes politiques très modérés, comme M. Van Zeeland, n'y sont pas formellement opposés.

La neutralisation, selon lui, est un autre nom de la servitude. Les Américains ne maintiendraient jamais des troupes en Europe, à seule fin de garantir le statut d'une Allemagne neutralisée. Celle-ci serait donc exposée sans défense à la menace russe.

Or Adenauer veut conserver ses appuis à l'Ouest. Il veut que l'unification soit une sorte de croissance organique et qu'elle se traduise par un épanouissement de la République fédérale dans l'Allemagne réunifiée.

Il suggère donc de limiter au minimum les pouvoirs de l'Assemblée nationale pan-allemande et du futur gouvernement central ; ceux-ci auraient pour tâche d'élaborer une Constitution et de participer aux négociations de paix. Les gouvernements de Bonn et de Pankow continueraient, pendant ce temps, à exercer leurs fonctions. Le transfert de leurs attributions exécutives se ferait peu à peu jusqu'à l'entrée en vigueur du traité de paix.

Cette thèse, qui se fonde sur le caractère authentiquement représentatif du gouvernement fédéral, se heurte à la vive opposition des sociaux-démocrates.

La social-démocratie et l'unité

L'Assemblée nationale, selon les sociaux-démocrates, devrait être à la fois constituante et législative. Elle aurait à former immédiatement un gouvernement central, qui se substituerait aux deux gouvernements existants. Ce gouvernement central ne serait lié par aucun traité, ou accord, conclu par les autorités de Bonn et de Pankow.

Les sociaux-démocrates ne doutent pas que l'Allemagne unifiée ne penche vers l'Ouest. Mais ils conçoivent l'unification comme une novation complète, ils continuent à rejeter la C.E.D. et la politique d'intégration européenne.

La petite Europe, selon eux, « pétrifie » la division du vieux continent. La sécurité peut être trouvée en dehors de la C.E.D., dans un nouveau système de sécurité mondiale, placé sous l'égide des Nations Unies et couvrant l'Allemagne tout entière. Ils mettent donc tout leur espoir dans les négociations des Quatre.

En fait, ils inclinent, secrètement, au neutralisme. Des membres du Comité directeur du Parti, à la veille des dernières élections générales, ont, en effet, déclaré acceptable une neutralisation pour la période qui s'écoulerait entre les élections générales et la conclusion du traité de paix qui devrait rendre à l'Allemagne sa pleine liberté d'action internationale.

L'unanimité des résolutions du Bundestag sur le problème de l'unification recouvre donc des antinomies profondes.

Une solution de rechange pour la France

La politique française commettrait une erreur, si elle se laissait enfermer dans un dilemme : la C.E.D. telle quelle ou rien. L'intérêt de la France semble être d'éviter, en même temps que le rejet brutal, la faillite totale de l'Armée européenne.

L'article 132 du traité stipule d'ailleurs que si tous les instruments de ratification n'ont pas été déposés dans un délai de six mois après la signature, les gouvernements des Etats ayant effectué le dépôt se concerteraient sur les mesures à prendre. Il devrait donc être possible, grâce à ce texte, de provoquer un nouvel échange de vues entre les pays intéressés.

On peut distinguer, dans le traité de Paris, ce qui peut être fait tout de suite et ce qui peut l'être plus tard.

Les trois Ministres occidentaux.
...la « communauté d'armements » pourrait être la solution

Le caractère supra-national des institutions de l'armée européenne et les abandons de souveraineté qu'elles supposent choquent de nombreux Français. On pourrait se contenter en premier lieu de la « communauté d'armements », prévue par le traité, mais dégagée de toute superstructure supra-nationale, de manière à rendre possible une participation de la Grande-Bretagne. Une telle communauté, appuyée sur celle du charbon et de l'acier, et liée à l'O.T.A.N., donnerait de sérieuses garanties, en ce qui concerne le contrôle et la limitation du réarmement allemand.

Si l'hypothèse d'une nouvelle « ligne » soviétique de détente se vérifiait, des perspectives neuves s'ouvriraient qui permettraient de fonder des rapports entre l'Est et l'Ouest sur des garanties de sécurité mutuelles. Un nouveau traité réduit à une « communauté d'armements », pourrait être présenté comme l'amorce d'un système général de contrôle et de limitation des armements ouvert à tous. A l'intérieur de ce système, parfaitement compatible avec les pactes franco-soviétique et anglo-soviétique, pourrait être trouvé un compromis, également éloigné d'une neutralisation de l'Allemagne (inacceptable pour les Allemands et pour les alliés) et d'un réarmement allemand sans limite ni contrôle que ni les Russes ni les Français ne peuvent admettre.

Quoi de nouveau ?

En conclusion de ces informations et de cette analyse — qui résument la partie principale du document français invoqué — on peut considérer qu'il y a, du côté occidental, deux éléments nouveaux :

1° Dans l'hypothèse d'une attitude ouverte de la part des Soviets, et de la possibilité d'élections libres, le parti social-démocrate allemand envisage une formule de transition qui ne serait pas inacceptable par les Russes. Le chancelier Adenauer pourrait être amené à s'y rallier ;

2° Dans cette même hypothèse — d'une détente de la diplomatie soviétique — la délégation française a déjà prévu une solution plus souple que celle qui est publiquement affirmée.

L'idée d'une « communauté d'armements » qui a été lancée, et récemment mise au point, par le député français, M. P.-O. Lapie, est officiellement envisagée.

★

Il est possible que ces éléments nouveaux incitent les Soviets à négocier sérieusement.

"Immobilisme" en Indonésie

CRISE grave en Indonésie ; économique d'abord, elle est passée récemment sur le plan politique.

Son origine : la baisse des prix du caoutchouc et de l'étain sur les marchés mondiaux depuis la fin de la guerre de Corée et la réduction des achats des Etats-Unis, « surstockés », alors qu'ils étaient les principaux importateurs. Résultat : regain de l'influence des communistes militant au sein du parti « national » qui accusent les Etats-Unis d'être à l'origine de toutes les difficultés que connaît le pays, incapable désormais d'équilibrer ses échanges commerciaux. Le gouvernement de M. Sastroamidjojo ne réagit pas et pratique un « immobilisme » conciliant à l'égard des communistes :

1) Il menace de vendre étain et caoutchouc derrière le rideau de fer ;

2) Il écarte les deux chefs d'état-major de l'armée contre lesquels les communistes ont mené une violente campagne.

Perspectives d'avenir : une recrudescence de la xénophobie, encouragée en haut lieu; une crise économique irrémédiable ; des mouvements de « mutinerie » localisés comme ceux qui ont éclaté à l'est de Java.

A moins que :

1) Un accord ne puisse se faire sur une aide américaine pour laquelle des pourparlers sont déjà engagés;

2) Le Parlement, actuellement en session, n'impose au gouvernement une rupture avec l'aile gauche de sa majorité qui paralyse son action.

"Information non garantie"

UN bulletin confidentiel américain publie, cette semaine, l'information suivante :

Maréchal JUIN

« Le gouvernement Laniel ne durera pas très longtemps. Quand il démissionnera, une forte pression sera exercée en faveur d'un « homme fort » qui serait capable de s'assurer le soutien du Parlement pendant une période de crise aiguë.

« Les communistes préconiseront la renaissance d'un gouvernement de front populaire et suggéreront la formation d'un gouvernement de coalition dont ils feront partie. Cette tentative ne réussira pas. Les groupes conservateurs et de droite chercheront la désignation d'un « homme fort », tel qu'il est décrit ci-dessus.

« Le général Juin prendra en considération une offre de faire son entrée dans la politique française et de prendre lui-même la tête d'un « cabinet d'urgence ». Comme chef des unités de l'armée stationnées en Afrique, le général Juin n'est pas directement soumis aux décisions prises à Paris au sujet des forces militaires qu'il commande (?). Mais il ne fera son apparition à Paris que si la majorité du Parlement fait appel à lui en tant qu'homme politique. »

Dans une note publiée en dernière page, le bulletin qui donne cette « information » prévient ses lecteurs que « quoique tout effort soit fait pour s'assurer de l'exactitude de ses articles, cette exactitude n'est, d'aucune manière, garantie. »

Les savants allemands ont rattrapé 15 ans de retard

QUELQUES mois après la fin de la dernière guerre, un savant allemand prix Nobel remerciait, les larmes aux yeux, un collègue étranger qui venait de lui offrir une [illegible] de simples tubes-éprouvettes.

Aujourd'hui, moins de dix ans plus tard, l'Allemagne de l'Ouest a retrouvé une place prééminente dans la recherche scientifique à laquelle elle consacre, cette année, plus de 40 milliards de francs (1) (500 millions de marks).

Depuis 1949 — date à laquelle fut reconstituée la « Société allemande de recherches » qui travaille en collaboration avec la célèbre « Société Max Planck » — des progrès décisifs ont été faits dans les domaines de la biologie, de la chimie, de l'optique, de la mécanique de précision et de la recherche industrielle en général.

Dans certains domaines, l'Allemagne a rattrapé sinon dépassé les Etats-Unis. La science allemande — qui a reçu 33 prix Nobel entre 1901 et 1933, mais que le nazisme et la guerre ont, ensuite, privée de ses représentants les plus éminents — est à nouveau en passe de redevenir une des premières du monde.

(1) *A titre indicatif, en France, le budget gouvernemental de la recherche scientifique est d'environ 65 milliards de francs. Il faut noter toutefois que, sur ce budget, la France consacre des sommes importantes aux recherches atomiques et militaires qui sont interdites en Allemagne.*

La Ligne s'effacera-t-elle ?

SI, d'ici quelques jours, la population noire des Etats-Unis apprend qu'elle pourra désormais user ses fonds de culotte sur les bancs des mêmes écoles publiques que les blancs, elle le devra à un homme de quarante-cinq ans et à un garçon de quatorze ans. L'homme, Thurgood Marshall, est avocat, conseiller de l'Association pour l'avancement des hommes de couleur. Le petit garçon s'appelle Spottswood Thomas Bolling ; il est l'élève d'une école pour noirs de Washington. Il y a trois ans, escorté par la police et une escouade d'hommes de loi, le jeune écolier noir essayait de se faire admettre dans le lycée le plus neuf de Washington, dont la directrice avait refusé de l'inscrire en invoquant une loi de 1862 qui impose la ségrégation dans les écoles de la capitale américaine.

Pour la première fois, sur plainte des parents de Thomas Bolling, la Cour suprême des Etats-Unis est ainsi appelée à se prononcer directement sur la question de la ségrégation scolaire. L'influence prépondérante de l'ancien gouverneur de Californie, Earl Warren, depuis peu « Chief Justice » de la Cour suprême, établira le droit.

Un arrêt favorable de la Cour ferait autant pour l'atténuation de la « color line » qui, aux Etats-Unis, sépare les noirs des blancs avec autant d'efficacité qu'un vulgaire rideau de fer, que le fait qu'en 1953 aucun noir n'a été lynché sur tout le territoire de l'Union.

Le complexe T

UN extrait de levures isolé par Koch (Breslau), et Goetsch (Graz), appelé complexe Bx ou Facteur T, semble aider les enfants à mieux pousser.

Grâce à lui les deux zoologistes germaniques ont suscité des formes géantes chez certains insectes, augmenté la taille des grenouilles et accru le poids des souris. Impressionnés, des pédiatres d'outre-Rhin administrèrent le produit à des nourrissons chétifs et obtinrent des résultats intéressants dans environ 50 0/0 des cas, surtout chez les prématurés. Des médecins de Strasbourg ont voulu en avoir le cœur net et ont prescrit, à leur tour, le complexe T à des petits débiles.

Conclusion : 54,2 0/0 de succès, 25 douteux, 20,8 échecs. En cas de réussite l'appétit devient excellent et la courbe pondérale remonte en flèche. Les spécialistes français sont convaincus qu'il ne peut s'agir de coïncidence. La tolérance du médicament est parfaite. Il est curieux de constater que, malgré tous les efforts des chimistes, il a été impossible de définir la composition exacte du complexe T. Hypothèses : pour les uns il s'agirait d'une « provitamine » qui rendrait possible l'utilisation des vitamines de l'alimentation, pour les autres d'une « auxone », c'est-à-dire d'une hormone végétale.

A la recherche des titres perdus

OTTO FRIEDERICH, rédacteur au bureau parisien de l'agence américaine United Press, recevait, cette semaine, d'un correspondant de province, une dépêche banale annonçant que, sur l'intervention d'une conseillère municipale, les aubépines, qui avaient été coupées dans l'ancienne propriété de Marcel Proust, à Illiers (Combray), allaient être replantées.

Friederich, sans perdre son temps, rédigea le petit exercice de style suivant qui contient le titre — ou son rappel — de cinq des volumes de la traduction anglaise de « A la Recherche du Temps perdu » :

« Illiers-Combray, France, Jan. 18 — (UP) — A gang of railway workers went **within a budding grove** (« A l'ombre des Jeunes Filles en fleurs ») and cut down a row of hawthorne trees on the estate of Marcel Proust.

« With the **sweet trees gone** (« Sweet cheat gone », « Albertine disparue ») from **Proust's way** (« Swann's way », « Du côté de chez Swann »), complained municipal councillor Mrs. Alexandre Debray, **the city of the plain** (« Sodome et Gomorrhe ») should plant some new hawthornes **in remembrance of things past** (« A la Recherche du Temps perdu »).

Radio-Magazine de l'Université

André MARIE

Samedi dernier, entre 12 et 13 heures, la radio-télévision française a lancé une importante émission. Il est regrettable qu'elle ait été diffusée à l'heure même où l'attention du public était accaparée par les cérémonies de transmission des pouvoirs présidentiels. Il s'agissait de la première émission du « Radio-Magazine de l'Université » que préfaçait M. André Marie, ministre de l'Education nationale.

Le « Radio-Magazine de l'Université », qui commence ainsi sa carrière, a pour objet de diffuser chaque semaine, à l'intention des parents et des enseignants, toutes les informations concernant l'éducation nationale.

Des émissions seront consacrées plus particulièrement aux nouvelles méthodes « audio-visuelles » qui mettent en jeu les procédés propres à frapper l'imagination de l'enfant en se servant des intermédiaires pédagogiques modernes : la radio, le cinéma, la télévision, les disques. Des professeurs étrangers viendront exposer au micro leur point de vue sur les avantages et les inconvénients comparés des méthodes mises en œuvre dans leurs pays et dans le nôtre.

Les chances de Fanfani

Amintore FANFANI

Le cabinet Fanfani se présentera devant le Parlement quelques jours avant la fin du mois.

A la Chambre, sur le papier, il n'est pas viable, ne disposant que de 283 ou 285 voix sur 590.

M. Fanfani a vainement tenté, tour à tour, de réunir la majorité au centre, puis étendue sur sa gauche, puis sur sa droite. Il part sans savoir qui l'appuiera. S'il n'est pas renversé au premier contact, il vivotera au jour le jour, jusqu'au retour d'un leader comme M. de Gasperi, ou de M. Piccioni, ou jusqu'à de nouvelles élections générales.

Des crédits pour la Grèce

LE maréchal Papagos, premier ministre grec qui vient de recevoir à Paris la médaille militaire, vient d'avoir soixante-dix ans. Il a été pendant trois ans dans un camp de concentration nazi; il a le cœur fragile et un poumon en moins ; ses activités publiques sont limitées à cinq heures par jour. L'homme le plus influent du gouvernement est son ministre de la Coordination économique et des Finances, M. Spyros Markezinis, qui a fondé un nouveau parti le « Neo Komma » et placé ses amis aux postes-clés du gouvernement.

Son premier objectif : réussir les plans d'industrialisation de la Grèce. Il fait pour cela appel aux capitaux étrangers ; venu il y a trois mois à Paris, il a déjà obtenu un crédit de cinq milliards de francs dont le versement échelonné sur sept ans permet l'achat de biens d'équipement français. A M. Edgar Faure, arrivé à Athènes le 12 janvier, il a demandé un accroissement des crédits français, mais il espère surtout que le voyage du maréchal Papagos incitera les industriels français à collaborer davantage au redressement économique grec.

Le Guatemala inquiète les États-Unis

LE colonel Jacobo Arbenz Guzman, président de la république du Guatemala, donne maintenant plus de soucis aux Etats-Unis que le général Peron, leader « justicialiste » de l'Argentine.

Depuis la visite amicale du docteur Eisenhower, frère du président, à Buenos-Aires, le général Peron a multiplié en effet les protestations d'affection envers les Etats-Unis. Il a également réussi à intéresser les hommes d'affaires américains à la prospection et à l'exploitation du pétrole argentin. Ce qui était son objectif essentiel.

Depuis l'affaire de la Guyane britannique, le Guatemala, au contraire, inquiète de plus en plus le State Department. En moins de quinze jours, M. Julius Kahn, conseiller de la commission sénatoriale des affaires interaméricaines, M. John Moors Cabot, secrétaire aux affaires interaméricaines, et le sénateur Wiley ont prononcé de violentes diatribes contre le gouvernement guatémaltèque.

Les Etats-Unis ont deux raisons de s'inquiéter :

1. — Pour tenter d'améliorer le sort de la population paysanne indienne (misérable et illettrée à 70 0/0), le gouvernement guatémaltèque a proclamé une réforme agraire et, en conséquence, confisqué 100.000 hectares de terre appartenant à la compagnie américaine « United Fruit » (qui détient pratiquement le monopole de l'industrie fruitière dans toute l'Amérique centrale) ;

2. — Le gouvernement guatémaltèque n'est pas communiste. Mais des communistes contrôlent les secteurs-clés. Il n'y a que 4 communistes « officiels » sur les 56 du Congrès. Mais sur les 2.500 militants communistes guatémaltèques, une cinquantaine occupent des postes importants.

Cette crise dans les rapports entre les Etats-Unis et le Guatemala peut se traduire par le refus du Guatemala d'envisager un pacte d'assistance militaire avec les Etats-Unis et l'inciter à ne pas participer à la dixième conférence interaméricaine qui doit s'ouvrir le 1er mars à Caracas.

Jusqu'ici le gouvernement guatémaltèque s'est borné à protester « officiellement » contre les discours hostiles des hommes politiques américains et à inviter le sénateur Wiley « à venir dans le pays voir ce qui s'y passe vraiment ».

LE SIAM APRÈS L'INDOCHINE ?

(De notre correspondant à Londres)

OU et comment contenir le communisme, si le Viet-Nam était perdu ?

Telle est la question que se pose cette semaine l'hebdomadaire londonien *The Economist*. C'est que i, à Londres comme à Washington, les déclarations optimistes se multiplient sur l'issue éventuelle du conflit indochinois, on n'en commence pas moins à chercher — plus discrètement — ce que la presse anglaise appelle « une seconde ligne de défense en Asie du Sud-Est ».

L'article de la revue britannique exalte la solidité du régime du maréchal Hiboul Songram et ses capacités de résistance à un expansionnisme communiste et panasiatique. De nombreuses informations d'origine américaine montrent, par ailleurs, à quel point ce pays fait l'objet des attentions des Départements d'État et de la Défense. On peut dès lors se demander si les avances faites récemment par le Siam au Cambodge et au Laos en vue de former ensemble une « union de défense » sont aussi spontanées qu'on voudrait le faire croire à Bangkok.

***The Economist* remarque :**

« Cette suggestion n'a pas reçu un bon accueil du côté français. Mais, étant donné le caractère extrêmement artificiel d'une « Indochine », formée par l'Union de trois peuples distincts sous la houlette française, un tel regroupement des Etats n'est nullement exclu. »

Certes, les diplomates responsables ne se permettent pas d'émettre publiquement des thèses de cet ordre et des critiques ont même été adressées à l'initiative du gouvernement siamois. Mais il est certain que le franc-parler de la presse anglaise reflète les préoccupations profondes des dirigeants du Foreign Office, sceptiques à la fois sur la volonté de la France de poursuivre son effort actuel en Indochine et su. la capacité d'un régime démocratique vietnamien, type Bao Daï, à élever ce « mur infranchissable » que réclament les planteurs de caoutchouc en Malaisie.

C'est ce scepticisme qui explique très certainement l'intérêt nouveau accordé au Siam par le Foreign Office. On souligne ici que le Siam :

— Est parvenu à éviter la colonisation par un jeu diplomatique habile opposant les intérêts français et anglais.

— A pu s'épargner, au prix d'une soumission docile au Japon, les destructions de la dernière guerre.

— A su ensuite renouer des relations normales avec les Etats-Unis et la Grande-Bretagne.

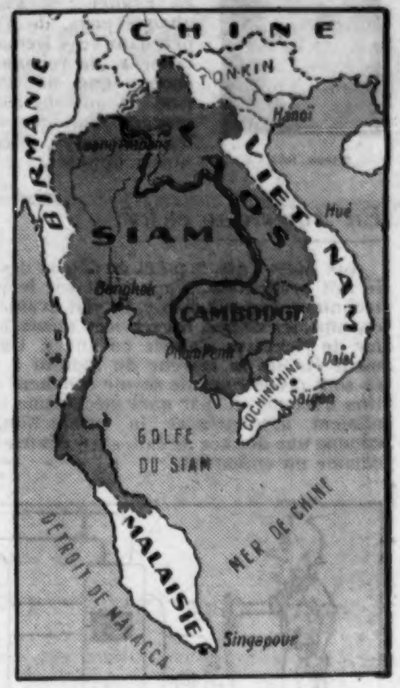
— Possède une structure intérieure solide grâce au régime du maréchal Hiboul Songram.

En outre, on note que le Siam accepterait difficilement une tutelle communiste chinoise qui bouleverserait les rapports de la population avec l'importante minorité chinoise.

Le Siam considéré comme « relais du Viet-Nam » a également, depuis plusieurs mois, retenu l'attention des Etats-Unis.

L'ambassadeur américain à Bangkok a eu de longs entretiens à Washington ; des négociations sont en cours pour étudier une aide économique et militaire à long terme.

Tels sont les signes qui montrent que le Siam peut être appelé à devenir pour Londres et Washington le maillon le plus solide du nouveau système de défense asiatique, le centre de cette « deuxième ligne de défense » qui pourrait se substituer, éventuellement, à un Viet-Nam défaillant.



LE MAROC A LA DÉRIVE

LE Maroc est à l'ordre du jour. A l'intérieur les attentats se multiplient, le contrôle policier se durcit, le mécontentement des diverses fractions de la population s'accroît. A l'extérieur s'amorce une crise franco-espagnole qui s'ajoutera à la querelle opposant déjà la France et l'Egypte.

Ce tableau est-il noirci? On se reportera avec profit à l'avertissement du général Béthouart que publie le « Bulletin d'Information » N° 5 du Centre franco-marocain : « On pouvait croire enfin que le 20 août ouvrait une ère de confiance et de solidarité. Mais le temps a passé et on attend... Les déceptions se font jour... Le climat se détériore. »

A l'avertissement aussi du journal « Maroc-Presse », qui, dans son numéro du 21 novembre, écrit : « Tout l'effort de certains hauts fonctionnaires de Rabat semble se concentrer vers un seul but : laisser édicter le minimum de réformes et faire en sorte de n'en mettre aucune en œuvre; proclamer des principes mais éviter de passer à leur application. La journée historique du 20 août prend figure d'une journée des dupes. »

A l'avertissement enfin, tout récent, du Glaoui qui, dans une interview accordée à « France-Soir » déclare : « C'est un vent de panique qui souffle sur le Maroc... Les réformes promulguées sont insuffisantes. Si la situation actuelle continuait, comment pourrait-on empêcher ceux qui ne se sentiraient plus protégés de chercher à assurer eux-mêmes leur sécurité? »

Depuis cinq mois, Si Mohamed Ben Youssef — l'ancien Sultan — a quitté le Maroc. Les autorités françaises avaient donc les mains libres pour mettre en place les réformes que seule l'opposition du souverain déchu empêchait, paraît-il. Or rien, ou presque rien, n'a été fait.

On voulait rétablir l'ordre : l'anarchie s'étend. On voulait instaurer la justice : la police et le terrorisme imposent leur dialogue. On voulait rendre à la France l'initiative : plus que jamais les puissances étrangères s'occupent de nos affaires. On voulait « démocratiser » le pouvoir : le peuple, indifférent aux révolutions de palais, n'a constaté aucun changement qui lui fût profitable.

Ce qui fut présenté comme une opération de sauvegarde n'était-il donc qu'un règlement de comptes entre clans concurrents? La manière dont les affaires publiques ont été conduites au cours des dernières semaines ne contredit pas cette impression.

Le résident actuel subit évidemment le contrecoup de l'échec. Certains milieux influents de la colonie française lui sont maintenant hostiles. Et à Paris son poste sert à tout coup de monnaie d'échange entre les groupes de la majorité désireux d'équilibrer les avantages du pouvoir.

C'est ainsi que l'U.R.A.S. a mis en avant la candidature du général Kœnig; que le M.R.P. soutient M. Pflimlin, précisément victime, lors d'un vote récent, de la concurrence alsacienne; que le Quai d'Orsay cherche parmi ses fonctionnaires un civil moins voyant et plus souple.

Le général Guillaume se défend comme il peut. Il a conscience d'être le bouc émissaire des factions rivales : le Glaoui voudrait que son fils succédât au premier vizir centenaire; le groupe Mas-Eyraud voudrait avancer les élections municipales afin de consacrer le principe de cosouveraineté et surtout afin de permettre à M. Eyraud, qui en rêve, d'accéder à la mairie de Casablanca; M. Laniel ménage l'U.R.A.S. sans laquelle il ne serait plus rien, et pense qu'un général valant un général, son gouvernement ne perdrait rien au change.

Mais M. Bidault qui, lui, installa Juin et approuva Guillaume, est peut-être moins décidé que les autres à agir vite. Le règne des militaires a duré cinq années consécutives. Assez de temps pour qu'on en puisse faire le bilan. Et ce bilan n'est pas fameux. Rien n'a pu camoufler le recul de notre influence dans le Protectorat. Et M. Bidault le sent bien. Changer d'homme à Rabat en ce difficile moment ne serait-ce pas avouer que le Quai d'Orsay s'est trompé, a été trompé, et a finalement trompé l'opinion publique française?

Mais voilà qu'intervient la manœuvre espagnole. Le général Valino, qui a parfaitement compris la technique employée par M. Boniface pour déposer l'ancien sultan, s'en sert à son propre usage. Que dire à ces caïds et pachas qui choisissent de rester fidèles au Sultan exilé? N'est-ce pas « une affaire strictement marocaine, qui ne concerne que les Marocains » ? On connaît l'argument, puisqu'il permit naguère au Quai d'Orsay de s'abriter derrière le Glaoui et le Kittani... Il ne vaut pas grand-chose, on s'en doute. Mais on notera au passage combien il fut imprudent d'abandonner au bénéfice de féodaux locaux la mission qui nous incombe.

De plus on regrettera l'imprévoyance de notre diplomatie. Les mouvements de notre flotte au large de Mers-el-Kébir, comme les chars de Tunis et les mitraillettes de Rabat, sont peut-être indispensables s'il faut parer aux insuffisances d'une politique. Ils ne peuvent en tenir lieu.

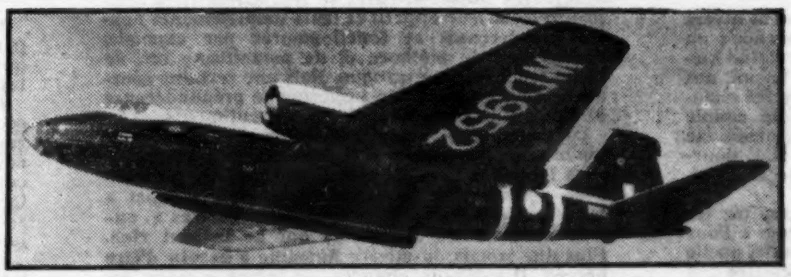
F 86 K CONTRE JAVELIN

IL est bien difficile de retirer des commandes « off shore » aux usines européennes, dont les ouvriers sont en majorité affiliés à la C.G.T. ou votent communiste, comme l'a proposé Mrs Luce à Washington.

Mais les autorités atlantiques ont jugé qu'il était peut-être inutile de développer à grands frais la production en Italie du nouveau modèle de chasseur de nuit F86K que les usines Fiat vont commencer à sortir.

L'avenir dans ce domaine appartient, semble-t-il, à l'Angleterre.

On apprend qu'elle va recevoir de l'Amérique des crédits de 250 millions de dollars, dont 100 millions à verser au cours des prochaines semaines et le reste avant deux ans, pour développer son aviation et surtout le chasseur de nuit « Javelin ».



LE CANBERRA
Seuls les Anglais ont des ailes ?

Une puissante rivalité anglo-américaine, en matière d'aviation, s'exerce cependant sur le plan technique et sur le plan psychologique.

Ainsi le chef-pilote d'essai Beamont, de l'English Electric, conte-t-il le dialogue qu'il eut de son « Canberra » en vol avec un poste de contrôle américain :

— Dites-nous votre vitesse et votre altitude ?

— Sorry, restricted (désolé, secret).

Trois fois la même question, posée par l'Américain, reçut du pilote anglais la même réponse. Puis une autre voix américaine s'adressa au « Canberra » :

— Avons repéré votre nouvelle position, donc établi votre vitesse. Maintenant, dites-nous votre altitude.

— Altitude 55.000 pieds (17.000 m.).

Les Américains furent stupéfaits de cette réponse. Et tout laisse supposer que le plafond du « Canberra » de série dépasse le chiffre révélé au contrôleur américain.

Aucun chasseur au monde, du reste, ne peut atteindre le « Canberra » (vitesse de croisière proche de 1.000 km.-h.) à un pareil plafond.

Le « Canberra » (bombardier), le « Hunter » (chasseur), sont les deux réalisations britanniques les plus redoutables de l'heure avec le « Javelin » de nuit.

Même le « Sabre » américain est dépassé par ce fameux « Hunter » que Neville Duke a promis de ne plus faire piquer supersoniquement sur Paris, le plus beau chasseur du monde.

Les Britanniques avaient déjà obtenu, l'an dernier, une commande « off shore » de 153 millions de dollars pour des « Hunter » livrables aux Alliés de l'O.T.A.N. avant 1956. Mais la nouvelle commande américaine est d'un type très particulier, il s'agit, cette fois, d'avions destinés à l'Angleterre elle-même, et moins pour l'aviation tactique que pour l'aviation stratégique anglaise, laquelle comprend déjà mille avions et ne dépend pas du commandement atlantique.

Mais tout nouvel appareil britannique est une protection additionnelle pour la 12ᵉ Air Force stratégique américaine basée en Angleterre.

L'importance de ce crédit de 250 millions de dollars est d'autant plus significative que l'ensemble de toutes les commandes « off shore » ne dépasseront pas 1.000 millions de dollars en 1954.

En conclusion, l'ensemble des informations partielles, techniques, que l'on peut rassembler aujourd'hui sur la production militaire aérienne, le choix des appareils, et le financement, semblent indiquer que :

1° Les constructeurs américains et anglais d'appareils supersoniques se livrent une guerre acharnée pour la suprématie technique et industrielle ;

2° Les chefs militaires américains hésitent beaucoup à lancer des productions importantes d'appareils complexes (et dont beaucoup de détails sont secrets) dans les pays de l'Europe continentale;

3° Pris entre ces deux forces, l'une dirigée contre l'Angleterre, l'autre contre le continent, le gouvernement américain a finalement opté pour l'Angleterre. D'où la décision sur les commandes « off shore ».

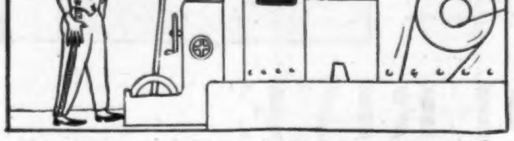
LA FRANCE DOIT ÊTRE AU N

Alfred SAUVY

DEUX études viennent d'avoir lieu vers la même époque aux Etats-Unis et en France : il s'agissait, dans chaque pays, de s'aventurer un peu dans ce « Demain, la grande chose », de reconnaître l'avenir économique national en éclairant 20 ans de route. Mais les moyens d'attaque ont été dans les deux pays, bien différents, sinon opposés.

En Amérique et ici

Aux Etats-Unis, le point de départ des auteurs était le fait **production**. S'appuyant sur le progrès d'une technique imperturbable, ils ont évalué combien les champs, les usines, les services même, allaient secréter de richesses d'année en année. Une fois seulement établie la marche du moulin à richesses, ils se sont préoccupés de savoir comment cette production s'écoulerait, par quel mécanisme les débouchés allaient accompagner la production, considérée comme une donnée de fait. et — disons-le — presque comme un embarras.



EN AMÉRIQUE : COMMENT ÉCOULER LA PRODUCTION ?

En France, l'ordre des préoccupations et des travaux fut inverse : ce sont d'abord les besoins de la population qui ont été évalués et c'est au second stade seulement qu'a été envisagée la production de richesses et étudié dans quelles conditions elle pourrait couvrir ces besoins.

L'opposition entre ces deux optiques n'est pas fortuite. Elle correspond pleinement à l'esprit général des deux pays, sinon à la politique suivie. Elle reflète aussi l'opposition des deux grandes doctrines du moment : productivité du côté patronal, pouvoir d'achat du côté salariat. Et la querelle remonte loin, tout au moins à Law, c'est-à-dire avant le déluge.

EN FRANCE : COMMENT SATISFAIRE LES BESOINS ?

Les besoins des Français

Généreux au possible, le terme **besoin** permet de hautes spéculations économiques, sociales, psychologiques, métaphysiques. Pour mesurer les besoins des Français, il fallait résolument abandonner cette bibliothèque en puissance et tailler dans le vif. Trois moyens d'approche ont été employés :

a) Dans la nation, s'expriment directement divers besoins dont personne n'a contesté l'existence : un certain minimum vital, surmonté d'une certaine hiérarchie des salaires, un logement pour chacun, des écoles pour les enfants, des hôpitaux pour les malades, etc. Si étonnant que cela paraisse, la simple addition de ces besoins reconnus n'avait jamais été faite. Ce fut M. Jean Bénard, assisté de MM. Bourgeois-Pichat et Henri Brousse et de Mme A. Fage, qui a réparé cette curieuse lacune. (1)

b) Le second moyen a consisté à consulter les intéressés par un échantillonnage rigoureux. « Pour satisfaire vos besoins et ceux de votre famille, quelle augmentation de vos revenus serait nécessaire ? » Ainsi questionnée, une personne répond en général correctement et sans exagération béate. Correctement interrogé, l'individu se limite aux besoins qu'il ressent.

c) La troisième approche a consisté à interroger le Temps : les besoins et la production ont suivi depuis longtemps une ligne ascendante séculaire ; malgré les à-coups des crises et des guerres, cette « ligne de confort » a été suivie jusqu'en 1929. C'est-à-dire que les courbes s'enchevêtraient et se mélangeaient amoureusement, après quelques brouilles passagères. Mais, en 1929, il y a 25 ans, bifurcation : la production s'est arrêtée, tandis que les besoins continuaient, par leur « lenteur acquise », à suivre la ligne de confort. L'écart actuel entre les deux détermine les besoins non satisfaits.

Suivies par des personnes différentes, qui ignoraient leurs recherches réciproques, ces trois mé-

A LA RECHERCHE
DES 40 0/0 MANQUANT DU REVENU NATIONAL...

thodes ont conduit à des résultats très voisins : il **manque au moins 40 0/0 au revenu national, peut-être 50 0/0, pour satisfaire l'ensemble des besoins publics et privés, en France, aujourd'hui.**

Pas de sports d'hiver ?

Il est bien naturel que les besoins aient augmenté d'une génération à l'autre. Le fils ne vit pas comme le père. Que celui-ci essaie de refuser les « crédits » de sports d'hiver au fils, en alléguant que « de son temps » il n'en était pas question, il sera bien reçu. Du seul fait que la technique évolue, les besoins apparaissent. Sans doute, peut-on « vivre » sans cinéma, ni radio, puisque nos ancêtres n'ont fait que cela depuis des milliers d'années. Mais, du moment que les salles et les films, les appareils et les émissions existent, le besoin est bien là, lui aussi.

Et que dire des besoins publics ? Un hôpital ne se construit pas en 1953 comme il y a 25 ans. La seule marche du Temps interdit de faire les logements dont se contentait la génération précédente. Et le seul fait d'affranchir progressivement les « sujets » africains crée des besoins d'une amplitude très élevée.

Pour le seul poste logements, J. Bénard a estimé que les besoins d'investissements s'élevaient à 600 milliards de francs 1950, c'est-à-dire 750 d'aujourd'hui.

Tout le monde se plaint

Ainsi, ces résultats concordants, obtenus par trois moyens différents, ne présentent aucun caractère surprenant. Voilà notre situation, sinon notre route, singulièrement éclairée.

Première conséquence, le Français est frustré : dans chaque classe sociale, les individus (et plus encore les groupes) estiment ne pas avoir leur dû. Qu'ils aient raison ou tort est une autre question. Mais l'expérience est facile. Vous la faites, du reste, tous les jours : le salarié vous montre sa feuille de paie et le drame des fins de mois ou de semaine. Le cultivateur barre les routes, faute de pouvoir barrer les chèques. L'industriel, le commerçant sont intarissables sur la fiscalité et « l'étatisme envahissant ». Ils ne tiennent, vous disent-ils, que par des miracles d'ingéniosité et de désintéressement. Le vieux vous montrera, comme des reliques, ses coupons de rente qui ne rapportent plus que 3 0/0 du 3 0/0 annoncé. Et le ministre des Finances vient à son tour vous dire qu'il lui manque, à lui aussi, juste 40 0/0 pour combler son « impasse » et couvrir les besoins publics. Les 2.850 milliards de recettes, accrus de 40 0/0, donneraient en effet 4.000 milliards, c'est-à-dire de quoi faire face aux dépenses et aux besoins d'écoles, etc., non couverts. Curieux, vraiment !

Si cette frustration générale n'a pas abouti jusqu'ici à de véritables violences, c'est que les Français s'entendent à merveille pour reporter leurs reproches sur leurs gouvernants, sur « l'état de choses » des colons de Port-Tarascon. Sans doute, les différentes classes sociales se reprochent-elles réciproquement leur appétit et leurs empiétements : entre commerçants et fonctionnaires par exemple, l'accusation de pléthore et de parasitisme est, de façon touchante, réciproque. Mais une certaine courtoisie sociale, ou, si l'on préfère, **une prépondérance de l'esprit défensif**, domine ces ressentiments.

La malédiction reste suffisamment vague pour n'atteindre personne : « Il faut que cela change » ou « Pour une fiscalité simple et équitable » ou encore « Pour une politique du pouvoir d'achat » ainsi que « Il faut pendre les **intermédiaires** », autant de formules apaisantes qui ne brisent rien. Plus que jamais, la misère humaine a besoin d'être bercée. Il suffit de changer, de temps à autre, les chansons.

Les pionniers ont pris leurs pantoufles

Nous allons laisser de côté les questions de répartitions entre Français ; non, certes, que la meilleure équité règne dans la meilleure des sociétés. Mais si nous considérons notre vieille bête capitaliste, nous constatons qu'elle fut au moins aussi inéquitable dans le passé, mais qu'elle a beaucoup perdu de sa vertu créatrice.

L'observation pure de l'économie, à 25 ans de distance, c'est-à-dire une génération, révèle des changements instructifs, enrichissants. Comme nous le disions plus haut, la « ligne de confort » (confort relatif, c'est entendu) a été perdue en 1929 ; tel le skieur qui a lâché le câble du remonte-pente, l'économie française peine sur sa montagne.

Mais la répartition n'est pas plus inégale [...]trefois ; si l'entreprise maintient sans dou[...] droits à peu près inhérents au régime, le re[...] plongé, au profit du salarié ; si celui-ci n[...] aperçoit guère, c'est d'abord qu'on ne s'ap[...] jamais de tels changements, ensuite que la [...] tion sociale (plus d'employés, plus de cadre[...] de fonctionnaires, moins d'ouvriers agricoles [...] dustriels) a absorbé une partie importante [...] changement. Chaque catégorie sociale juge s[...] pre évolution, sans tenir compte des asce[...] individuelles d'une catégorie à l'autre.

Dira-t-on alors que le capitalisme frança[...] moins injuste, plus humain qu'il ne le fut? San[...] tester la valeur de ce qui a été fait pour le[...] hérités, pour les malades, pour les âgés, po[...] enfants, nous pouvons dire que l'injustice [...] aussi sévère, sinon plus, parce que le régi[...] **plus l'excuse de l'efficacité.**

LA FRANCE A LACHÉ LE REMONTE-PENTE

On présentait ainsi naguère le conflit entre [...]talisme et socialisme : « L'inégalité des reven[...] certes grande, affirmait-on, mais elle est utile[...] elle le moteur qui fait marcher tout l'ensembl[...] le mieux, de telle sorte que les derniers eux-m[...] y trouvent finalement leur avantage. La justice [...] pas parfaite, c'est entendu, mais la richesse e[...] mouvement. ». Si cette thèse trouve encore cer[...] justifications aux Etats-Unis, elle est terrible[...] peu convaincante en France. Les milliards de[...] teraviers ne constituent pas la haute récom[...] de pionniers du progrès, assoiffés de ris[...] d'avant-garde, mais une confortable rente, pré[...] sur le revenu de la nation, sur le travail par c[...] quent. Les signes d'aisance privée se multi[...] plus que la richesse nationale. Depuis cette fa[...] bifurcation de 1929, a plus que doublé le no[...] de voitures particulières, qu'on nous dépeint c[...] autant d'instruments de travail et de product[...] mais la production générale est restée déses[...]ment au même niveau. Il n'y a donc eu qu[...] satisfaction d'un besoin personnel, c'est-à-dire [...] commodité. Et la liste pourrait être allongée [...] façon à couvrir des centaines de pages.

LE MÊME, QUI DISTILLE, VOUDRAIT BIEN SE LOGE[...]

Le rendez-vous : 1970

Sans renoncer, certes, aux améliorations de [...]partition, nous ne pouvons trouver les fameux 4[...] qui nous manquent sans accroître la masse à [...]tager.

Pour assurer le minimum vital, construire [...] écoles et les logements, maintenir une certaine [...]rarchie des salaires, il faut, disons, accroître [...] revenu national de 40 0/0 et peut-être de 50 0/0 [...] coup d'œil rapide, un entretien express avec [...] techniciens nous apprennent que rien n'est im[...]sible en matière de production, mais qu'il faut [...]jours certains délais.

L'arithmétique la plus fruste nous apprend [...] pour accroître un avoir de 48 0/0 par une pro[...]sion régulière, il faut un accroissement annuel [...] 2 0/0 environ pendant 20 ans ou bien de 4 0/0 [...]dant 10 ans. (Nous prenons 48 0/0 et non 40 [...] pour tenir compte d'une certaine progression [...] besoins eux-mêmes dans l'intervalle).

Les agronomes, mineurs, électriciens, chimi[...] etc., vous diront tous que la seconde éventua[...] la plus sympathique, est techniquement possi[...] Encore faut-il faire deux réserves :

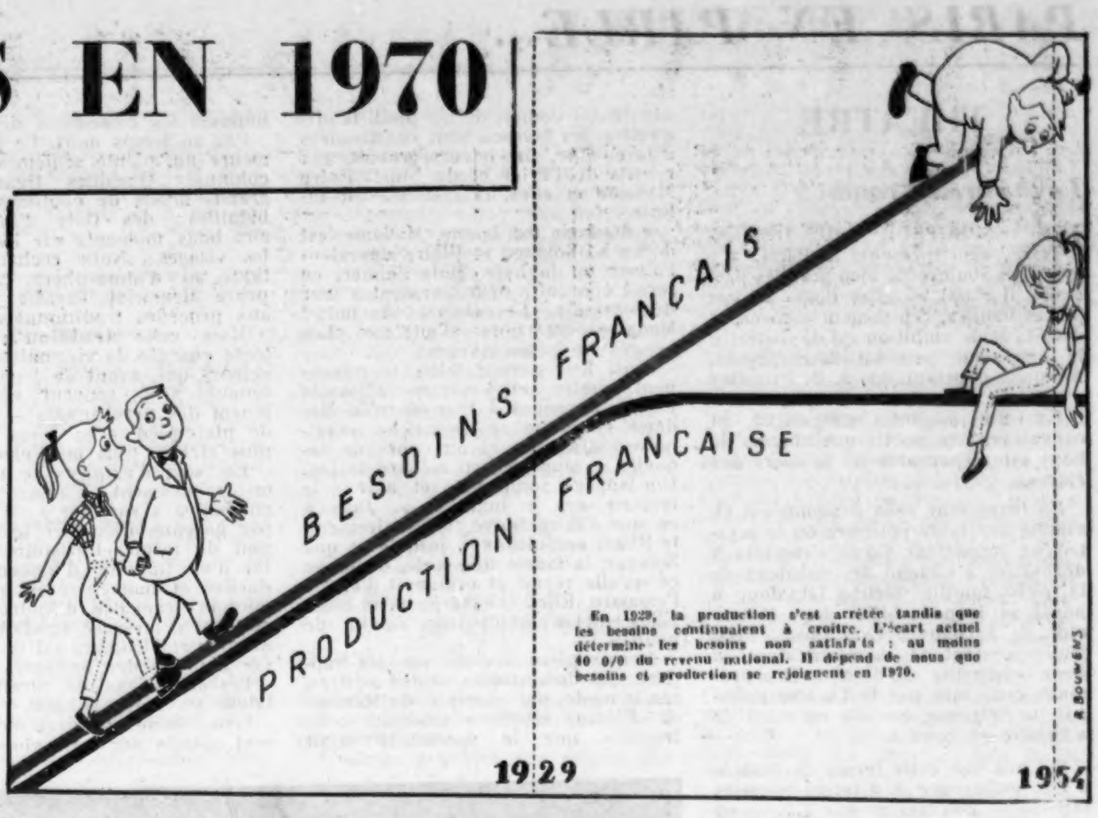
a) Sauf circonstances exceptionnelles (récup[...]tions d'après-guerre, essor de pays neufs), une [...] progression n'a jamais été atteinte en aucun [...] capitaliste, à aucun moment. Il faut donc de l'[...]dit, du record ;

b) Pour obtenir un résultat déterminé et sur[...] pour battre un record, il faut avant tout le vou[...] Enorme pierre d'achoppement, sur laquelle [...] France bute à chaque pas ;

c) Du fait même de la montée des besoins, [...] l'année 1970 qui doit être considérée comme le [...]dez-vous logique entre les besoins et les moy[...] de les satisfaire. A condition de le vouloir.

(1) « Vues sur l'économie et la population de la France jusqu'en 1970 », publication de l'Institut National d'Etudes Démographiques. Introductions de J. Fourastié et A. Sauvy. Presses Universitaires de France 1953.

NDEZ-VOUS EN 1970



e refus de produire

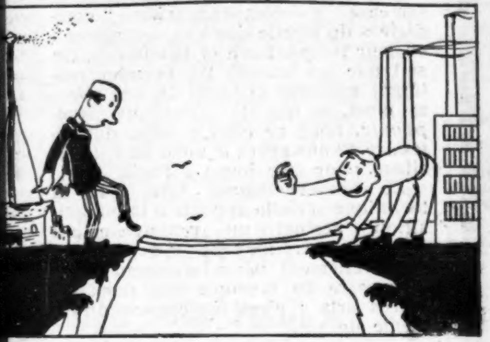
Quand un mouvement séculaire s'arrête brusque-nt, il faut bien qu'il y ait un obstacle positif. évolution technique et mécanique est trop conti-e pour faire apparaître des angles aussi brutaux. il l'homme est capable de changer aussi vite.

Loin de s'arrêter, comme l'estimaient à la fois s âmes candides et des âmes noires pendant la ande crise, le progrès technique est toujours bien ant. Tous les jours sont découverts de nouveaux oyens de produire, de transformer, d'améliorer, élaborer, de créer. Mieux encore, la simple appli-tion des techniques actuellement connues et re-nnues est loin d'être générale en France. De mbreuses usines et, plus encore, de nombreuses éthodes sont démodées. C'est, du reste, cette cons-ation qui motive le jugement optimiste des tech-ciens sur les possibilités.

Enfin, l'évolution naturelle spontanée devrait suf-e à prolonger cette amélioration des techniques i s'est poursuivie depuis 150 ans et se poursuit core dans divers pays capitalistes et dans les publiques socialistes.

Pour que la production soit arrêtée, stagnante, faut donc bien qu'il y ait un frein mis en travers développement et, disons le mot cru, quitte à us expliquer ensuite, un refus de produire, un fus de couvrir les besoins.

Expliquons-nous : ce refus n'est pas individuel. ouvrier accepte de faire des heures supplémen-res. L'industriel attend avec satisfaction les com-ndes et dit à qui veut l'entendre qu'il ne mande qu'à « tourner ». Même le fonctionnaire, mal réputé soit-il du point de vue de l'efficacité, quitté ou retroussé les manches de lustrine du e Soupe et cherche même à étendre son activité, r la vertu de l'impérialisme administratif.



GRANDIR, C'EST PRENDRE DES RISQUES

Mais grandir, c'est changer ; et changer, c'est souf-r ; de sorte qu'une inertie considérable s'oppose toute progression spontanée ou préméditée. Au-ne expression n'est plus ironique que le « il t que cela change » prononcé par des millions braves gens qui entendent bien n'accepter que s changements positifs. Le nœud gordien n'était un jeu d'enfants auprès de cet entrelacement de oits acquis, de péréquations, de statuts, de dispo-ifs de sécurité, de groupements de défense, de otections, qui donnerait à notre économie la soli-é du granit, si cette économie n'était un orga-me vivant, dans lequel les besoins suivent préci-nent leur voie propre.

Le Français exprime des besoins à ses heures de sir et secrète une production pendant son temps travail. Mais ces deux attitudes sont en contra-tion ; pour que les besoins soient couverts, il drait non seulement produire davantage, mais oduire différemment. **Autrement dit, un grand mbre de Français devraient changer soit d'outil travail, soit de méthode, soit de résidence, ou me de profession, pour que soient couverts les soins.**

a croissance des pieds et de l'estomac

Comme un corps animal, une économie doit se velopper selon certaines proportions, selon une taine harmonie entre ses parties. Les pieds, les ne grandissent pas de la même façon que l'esto-c, le cerveau. Mais leurs croissances réciproques nt étroitement liées. C'est « l'allométrie ». Le énomène est encore beaucoup plus marqué pour e économie. Au lieu des 80 0/0 de paysans que mptaient les Etats-Unis au moment de l'Indépen-nce, il n'y en a plus que 15 0/0 et encore, estime-n, non sans raison, leur nombre excessif. Si les 0/0 avaient voulu rester paysans, la chose eût été ssible (en théorie), **à condition de tout arrêter.**

L'étude si passionnante de J. Bénard montre bien phénomène, bien qu'une brusque cessation des édits nourriciers l'ait, elle-même, empêché chever son propre développement : si l'évolution rmale se poursuit, il faudra, en 1970, un million « primaires » en moins (cultivateurs surtout) un million de « secondaires » (industrie surtout) plus. Le nombre des « tertiaires » devra lui-me augmenter notablement ; ou, du moins, une partition différente devra être obtenue dans le s de l'efficacité (moins de commerce, moins de s-emploi).

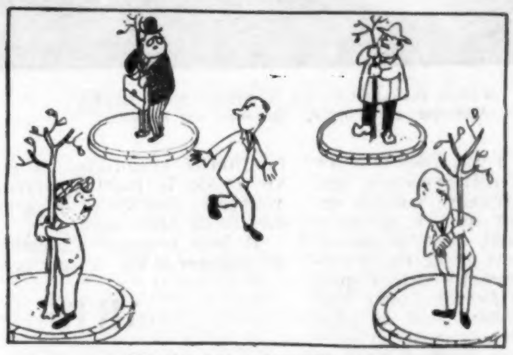
Certes, le commerce extérieur permet, en théorie, modifier toutes ces répartitions. En pratique, il faut pas faire fond sur lui pour réparer toutes distorsions nationales. Le tertiaire n'exporte, reste, que bien peu.

Des millions d'emplois nouveaux

De ces études se dégagent une multitude d'ensei-gnements, un bourgeonnement d'idées, une impres-sion plus ou moins vague, mais exquise, de sortir d'un tunnel ou, tout au moins, de pouvoir en sortir.

Tout d'abord, nous voyons une énorme masse de besoins insatisfaits. Cela signifie qu'il y a beau-coup à faire dans notre pays, beaucoup à travailler. Le but économique de l'homme n'étant pas le tra-vail, mais la consommation, cette constatation n'est pas agréable en soi : il vaudrait mieux découvrir brusquement d'énormes possibilités de repos, ou, tout au moins, de loisir.

Mais notre tempérament hypermalthusien est fait de la crainte fébrile (et souvent fondée) de man-quer de travail, d'activité : nous ressemblons à des joueurs de quatre coins qui resteraient figés cha-cun dans le leur, parce qu'ils craignent de voir le cinquième prendre leur place au premier essai de permutation. Cette peur du lendemain nous conduit donc à être plus rassurés qu'inquiétés par cette montagne de travaux qui nous attendent. Prenons donc la chose par son bon côté et disons-nous que **des centaines de mille, des millions d'emplois en puissance attendent leur titulaire.**



CHACUN RESTE DANS SON COIN

Mais où sont-ils ? vont demander bien des Fran-çais, pour y diriger leurs enfants, sinon eux-mêmes. Et voici le demi-drame : ces emplois ne sont pas identifiés ; nous savons qu'ils se formeront par le développement, mais nous ne savons pas les loca-liser. Le prophète de 1830 ne pouvait prévoir que 500.000 personnes seraient employées dans l'indus-trie automobile et des milliers d'autres dans la radio-télévision. Mais, s'il avait quelques connais-sances économiques, il pouvait annoncer qu'il se passerait « quelque chose ».

Mettons-nous maintenant à la place des travail-leurs menacés dans leur emploi, parce que devenus trop nombreux dans cette activité. Vous leur affir-mez qu'ils ont tout intérêt à sauter, parce que le parachute doit « certainement » se déployer. Ce « certainement » est si peu encourageant que ce hé-ros marginal, immortalisé par Chaplin, préfère res-ter sur place et demander des péréquations, sub-ventions, compensations, protections, etc.

Il faut « éclairer » le vol à voile

La prévision peut-elle faire mieux et désigner de façon un peu plus explicite les étapes de notre évolution, de façon que nous soyons moins effrayés par le mouvement ? Elle peut, certes, faire davan-tage. Une portion très faible du revenu national est consacrée à la recherche ; sur cette part, une proportion très faible est consacrée à l'éco-nomie (que de besoins à satisfaire !) et sur les recherches économiques, une part infime va à l'ob-servation et à la prospection. Sur ce point, il serait facile de faire beaucoup à peu de frais. Rarement transfert se présente aussi fructueux. Mais, tant que l'économie politique sera la sous-locataire du Droit, il y aura peu de chances de ce côté.

En économie de marché, il n'est d'ailleurs pas possible de tout prévoir, puisque, précisément, la société se confie aux aléas, comme le pilote du vol à voile se confie aux courants ascendants et autres.

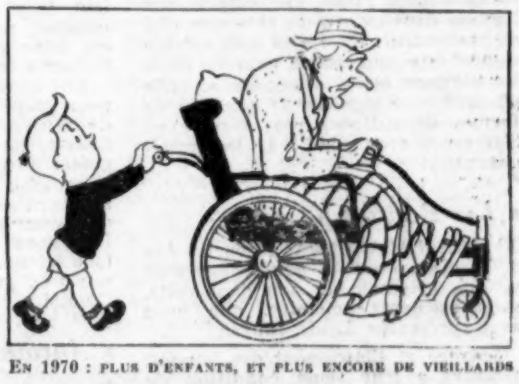
Espérer, dans ces conditions, que la « place » de chacun sera désignée à l'avance est un de ces rêves généreux, mais sans provision.

Certes, garantir à chacun une certaine sécurité est possible. Cela s'appelle la planification. Voulez-vous être planifié ? En ce cas, il faut le dire, ne l'oubliez pas, lors des prochaines élections législa-tives. Mais, si l'ordre humain, c'est-à-dire la con-trainte des autres, n'a pas d'attrait pour vous, ne refusez pas le génial désordre naturel et les dures contraintes de la liberté. Vous pouvez, certes, conce-voir un assemblage de ces deux forces, mais non les refuser toutes deux.

PRÉFÉREZ-VOUS LE VOL PLANIFIÉ OU A L'AVEUGLETTE ?

Vers l'avenir par la jeunesse

Dans la liste des besoins cités plus haut, nous avons tu le plus important, en vue de le garder pour la bonne ligne. C'est l'évolution démographi-que. Le nombre des sexagénaires va passer, d'ici 1970, de 6.900.000 à 8.422.000, en augmentation de 1 million et demi. A l'autre bout, le rajeunissement, commencé un peu trop tard, mais sûrement, nous donnera en même temps quelque 800.000 jeunes de plus à élever. Outre-mer, la population croît plus vite encore, avec sûreté. Personne n'a, à notre con-naissance, parlé d'évacuer l'Afrique, ni de passer les jeunes enfants par la chambre à gaz, non plus que de donner aux Antillais une indépendance qu'ils ne demandent pas. Et la marée des besoins va mon-ter, monter jusqu'à ce que...



EN 1970 : PLUS D'ENFANTS, ET PLUS ENCORE DE VIEILLARDS

La valeur des peuples, comme des hommes, se reconnaît à leur aptitude à utiliser les courants, favorables ou contraires. Le besoin est en apparence contraire ; les charges ne pèsent-elles pas ? Il s'agit cependant de charges vivantes qui portent en elles une masse de promesses. Cette jeunesse qui monte va décider de notre destin. Ou bien en refusant de reconnaître ses besoins en écoles, en logements, en emplois, la classe parvenue (à la fois en âge et en situation sociale) parviendra à la refouler, à la décourager et finalement à réduire son nombre. Ou bien, évolution peu probable et que nous devons favoriser de toutes nos forces, cette jeunesse qui grandit va faire éclater le cadre malthusien qui l'enserre. Elle le fera par ses propres besoins d'abord, par sa turbulence ensuite. Et ainsi s'ou-vriront, avant même 1970 sans doute, de nouvelles pages, peut-être moins sereines, mais à coup sûr plus vives dans tous les sens du mot, plus glorieuses aussi.

(Etude de M. Alfred Sauvy, directeur de l'Institut National d'Etudes Démographiques.)

PARIS EN PARLE...

THEATRE

Le théâtre en rond

UN INSPECTEUR VOUS DEMANDE, déjà présenté à Paris, n'y avait pas soulevé de bien grandes passions. Il s'agit en effet d'une de ces pièces habiles, rapidement menées, et dont la seule ambition est de distraire le spectateur pendant deux heures. Ajoutons pourtant que J. B. Priestley a entendu poser ici un problème moral : celui de notre culpabilité, et convaincre son public que chacun de nous est responsable de la mort des autres.

Un Inspecteur vous demande est en somme une fable policière où le mystérieux inspecteur Goole s'emploie à démontrer à chacun des membres de la riche famille Birling (et donc à nous) sa responsabilité dans le suicide de la pauvre Eva Smith. Petit jeu protestant et mondain dont la seule originalité est de nous être présenté, cette fois, par le Théâtre national de Belgique, comme un essai de « théâtre en rond ».

On sait que cette forme de théâtre a été, est encore à diverses reprises utilisée — notamment aux U.S.A., où Margo Jones l'emploie pour montrer Shakespeare, et récemment, au Cirque d'Hiver, pour *Le Songe d'une nuit d'été*. Au théâtre La Bruyère, nous aurions plutôt affaire à un « théâtre en carré » : une estrade en forme de ring placée au milieu de la salle et qui servira de scène, autour de laquelle, et des quatre côtés, les fauteuils des spectateurs sont disposés en gradins — la scène-ring étant reliée aux coulisses par une seule passerelle.

Les avantages de cette formule sont assez clairs : la distance de la salle à la scène réduite, les spectateurs conviés à suivre l'action de plus près et sous des angles divers (accessoirement, la suppression de l'entracte). On voit bien le parti qu'un metteur en scène intelligent (c'est le cas de Jacques Huisman) pouvait tirer de l'intimité croissante entre l'action et le spectateur dont elle devient en quelque sorte « la chose » ; comme les difficultés nouvelles que le procédé soulève. Les acteurs étant situés, au même instant, pour une partie du public, de face, pour l'autre de dos, il faut accentuer leur mobilité, créer entre eux un perpétuel jeu d'allées et de venues qui, trop voyant, risque cependant de lasser le public.

La représentation de *Un Inspecteur vous demande* répond sans doute à ces diverses exigences : l'attention du public, exceptionnelle pour une pièce de cette sorte, le prouve assez. Mais, du même coup, elle souligne les dangers de cette forme théâtrale qui, loin d'ajouter aux moyens théâtraux, nous paraît les restreindre. En effet, rendant impossible le jeu des acteurs sur plusieurs plans, elle emprisonne l'action dans un espace clos sans ciel ni profondeur. C'est dire que, valable et peut-être souhaitable pour un théâtre mineur ou « d'intimité », elle pourrait bien signifier la négation de formes dramatiques plus complexes. Shakespeare en rond ? L'idée paraît absurde.

« Les Bonnes »

TANIA BALACHOVA a repris *Les Bonnes* de Jean Genêt dans leur version originale, et non dans celle, soigneusement émondée, que nous avait présentée Louis Jouvet.

Solange et Claire sont des bonnes, réduites à leur seule condition de bonnes : entre elles et la vie, le monde clair, il y a Madame. Madame qui a seule le droit de vivre, de porter de belles robes, de disposer de son temps comme il lui plaît, tandis qu'elles, les bonnes, sont condamnées à la cuisine, aux odeurs grasses, aux relents de l'évier et du bidet. Entre Madame et elles, la distance est infinie.

« Madame est bonne, Madame est douce ». Solange et Claire devraient l'aimer ou la haïr. Mais l'aimer, ce serait consentir définitivement à leur dépossession. Et comment la haïr ? Madame est hors d'atteinte. Les bonnes ne peuvent rien.

Ainsi leur révolte, elles la retournent contre elles-mêmes. Elles la jouent, devenues à tour de rôle Madame et sa bonne. Revanche imaginaire, infantile ; et au cours de laquelle le langage seul mènera le jeu. Un langage somptueux et noir : le lyrisme des « humiliés ». Jusqu'à ce que Claire boive, volontairement, le tilleul empoisonné ; jusqu'à ce que Solange, la fausse fille forte, devienne ce qu'elle rêvait et craignait d'être : l'assassin. Elles ont été jusqu'au bout. Elles ont accompli leur destin de bonnes.

A une pièce sociale sur les rapports des domestiques et des maîtres, sur le mode, par exemple, du *Mariage de Figaro*, Genêt a substitué cette tragédie que le spectateur subit comme un vertige : voici des femmes littéralement hors d'elles-mêmes, qui organisent leur désastre comme un cérémonial et pour qui ce désastre représente, justement, la seule chance de salut. Mouvement même de la tragédie qui, à la Huchette, mieux qu'à l'Athénée de Louis Jouvet, trouve son lieu et ses interprètes. Tout au plus pourrait-on regretter que le rythme de ce spectacle soit parfois un peu lent, trop appuyé. Reproche mineur puisque, pendant plus d'une heure, ces *Bonnes* nous contraignent à participer à leur « passion infernale ».

En lever de rideau, la Huchette nous propose *La Matinée d'un homme de lettres*, adaptation scénique de trois récits de Tchékov, dont on peut goûter l'ironie facile ou le charme slave, mais dont la nécessité demeure sujette à caution. Ajoutons pourtant que, dans un rôle caricatural, Tania Balachova nous dévoile une autre face (et non moins convaincante) de son très grand talent, et que Marc Eyraud y campe un touchant copiste.

TANIA BALACHOVA ET TATIANA MOUKHINE
Madame est bonne, Madame est douce...

« Antoine et Cléopâtre »

SHAKESPEARE joué en anglais et par des Anglais — le tumultueux Shakespeare d'*Antoine et Cléopâtre* surtout — la belle occasion pour des comparaisons et des débats à l'infini ! Et chacun, le soir de la générale du Théâtre des Champs-Elysées, d'opposer « son » Shakespeare à celui des comédiens du Shakespeare Memorial Theatre...

Il était aisé de se récrier sur la laideur des costumes, la pauvreté de la musique de ce spectacle, de s'étonner aussi de son parti pris de réalisme, presque de sa « vulgarité ». Si aisé, que le public parisien ne s'est même pas dérangé. Les représentations sont déjà terminées Les critiques, cependant, négligeaient l'essentiel : le rythme, l'abondance et la multiplicité de tons que nous avaient imposés les comédiens de Stratford.

Pas un temps mort. Le plateau demeure nu, planté seulement de deux colonnes. Quelques figurants ; de grands bruits de coulisses, pour les batailles ; des flots d'hémoglobine aux bons moments sur les torses et les visages... Nulle recherche esthétique, ni d'atmosphère. Le Shakespeare Memorial Theatre s'en tient aux procédés traditionnels.

Mais cette tradition est encore toute chargée de vie, animée par des acteurs qui, avant de jouer des rois (comme trop souvent en France), jouent des personnages — des héros de plain-pied avec nous, seulement plus riches, plus multiples.

Le sort d'empires se décide sur un mouvement d'humeur. Antoine combattra « sur mer » — seulement par gageure. Cléopâtre le trahira un peu de même. L'Histoire est faite ici d'un tumulte d'humeurs individuelles et momentanées que la traduction française d'André Gide, si noble et si mesurée, rendait bien mal. *Antoine et Cléopâtre* est le chef-d'œuvre d'un théâtre baroque.

Les comédiens de Stratford méritaient un autre accueil.

Tous, jusqu'aux plus petits rôles, sont animés par cette violence, cette familiarité grandiose, ce goût de la vie et de la mort éprouvés au paroxysme, qui font la grandeur du théâtre de Shakespeare.

Il leur manque seulement parfois de s'abandonner à son lyrisme.

Communiqué.

André Baumann
le fleuriste
des hommes d'affaires

met à votre disposition ses cultures personnelles de Châtenay, son magasin qui comporte un choix immense, ses suggestions pour l'établissement de « cadeaux fleuris ». Offrez des fleurs, payez-les par chèque. Ce sont des frais généraux qui rapportent... sympathie et affaires. André Baumann, 98, bd du Montparnasse, Paris (14e). DAN. 89-73. Service Mondial.

ARTS

Diplomates en peinture

DE Richelieu et sa barbiche en pointe à Clemenceau tout en sourcils, cette synthèse de l'histoire de notre diplomatie pendant trois siècles n'a que la valeur d'un divertissement et souvent aux dépens des héros eux-mêmes.

L'un sourit d'un air finaud derrière son binocle, l'autre a l'œil et le mollet également avantageux.

Entre autres vestiges du passé, de nombreux et agréables portraits de femmes, celles qui gravitent toujours, officiellement ou officieusement, autour de la diplomatie.

La nôtre n'avait peut-être pas besoin de cette occasion supplémentaire d'en rire pour de mauvaises raisons, alors que tant de bonnes...

Trois siècles de diplomatie française, Cercle Volney, 7, rue Volney (jusqu'en mars).

On sait encore dessiner

A la Kermesse aux Etoiles, au stand des Arts plastiques, cent peintres et sculpteurs avaient été conviés pour exécuter prestissimo, et devant l'amateur, dessins, gouaches et aquarelles, vendus immédiatement au bénéfice des œuvres de la 2e D. B.

On a réuni ici une centaine de ces pièces, toutes acquises alors par des collectionneurs. Des nus guillerets (en général sollicités par des messieurs respectables) aux paysages et scènes de genre, non seulement ces pièces portent chacune la « patte » de son auteur, mais encore par la justesse, la grâce ou la force du trait, elles sont la plus valable des réponses aux pessimistes qui prétendent que les artistes actuels ne savent plus dessiner.

Galerie de l'Elysée, 5, faubourg Saint-Honoré (jusqu'au 29 janvier).

MUSIQUE

Du laboratoire au Tout-Paris

MALGRE certaines imperfections, le concert organisé par Pierre Boulez pour l'inauguration du « Petit Marigny » est l'événement musical le plus important de Paris depuis trente ans. En 1923, Darius Milhaud et Jean Wiener y donnèrent le *Pierrot lunaire* de Schoenberg, dix ans après la création berlinoise de cette œuvre. Aujourd'hui, Boulez y donne pour la première fois des œuvres de Luigi Nono et Karl-Heinz Stockhausen, jeunes compositeurs déjà connus en Allemagne et en Italie, qui représentent le point d'aboutissement actuel des recherches entreprises par Schoenberg et continuées par Webern, dont une œuvre capitale figurait à titre de référence, au même programme.

L'école sérielle — car c'est d'elle qu'il s'agit — est la plus importante du XXe siècle, la seule qui regarde résolument l'avenir et qui n'accorde pas la moindre place au néo-classicisme dans ses préoccupations. Ses champions s'occupent aussi peu de la fameuse « compréhension immédiate » du public que s'en occupèrent, en leur temps, Bach et Beethoven. On sait que les œuvres du premier restèrent enfouies pendant 70 ans après sa mort, et que la *Neuvième Symphonie*, pour ne citer qu'elle, dut attendre 42 ans après la mort du compositeur pour être jouée à Paris.

Le bouleversement total que la technique sérielle apporte à la composition permet un renouvellement profond des moyens d'expression, renouvellement périodiquement aussi nécessaire en musique que dans les autres arts : c'est là leur condition même de vie.

Des œuvres sérielles ont déjà été données à Paris, à la Radio et dans des concerts quasi clandestins. Mais c'est la première fois que, grâce au mouvement de curiosité créé autour de tout ce qu'entreprend Jean-Louis Barrault, ces œuvres, dans leurs aspects les plus extrêmes, quittent le laboratoire et la chapelle pour affronter le jugement du Tout-Paris.

Que ce jugement soit favorable ou défavorable, qu'il se fonde sur la connaissance ou l'ignorance des éléments du problème de la musique sérielle, peu importe. L'essentiel, c'est que les œuvres soient jouées, et que les « élus » parmi les auditeurs les reconnaissent et s'y reconnaissent, en attendant que le grand public suive, comme il finit toujours par le faire.

Succès pour Stockhausen

DONNER en première partie la version intégrale de *L'Offrande musicale* de Bach était évidemment excessif. Boulez voulait démontrer

A voir

THEATRE

- **La volupté de l'honneur.** De l'excellent Pirandello.
- **Pour Lucrèce et Siegfried.** Giraudoux.
- **Les Hussards.** Une farce.
- **Azouk.** Du bon Grenier-Hussenot.
- **La Maison de la nuit.** Politique.
- **L'Alouette.** Le succès type.
- Et cette semaine au Français : **Six Personnages en quête d'auteur, Le Dindon, L'Impromptu de Versailles.**

CINEMA

- **Le Petit Fugitif.** Un enfant irrésistible passe une journée, seul, dans la foire de Coney Island. C'est un extraordinaire documentaire sur la classe moyenne américaine.
- **Tortillard pour Titfield.** L'humour anglais.
- **L'Homme de Berlin.** Du policier dans l'atmosphère des deux Berlins : Est et Ouest.
- **Capitaine Paradis.** Un homme a si bien organisé sa vie entre deux femmes qu'il perd l'une et l'autre après des aventures traitées avec un très bon humour.

En deuxième exclusivité
et dans les quartiers :

Sunset Boulevard (Bonaparte) ; **Naked City** (Reflets) ; **Jeux Interdits** (Courcelles) ; **Diable au corps** (Villiers) ; **La Mer cruelle** (Panthéon) ; **Mr. Deeds** (Studio 28) ; **O Cangaceiro** (Agriculteurs).

« L'Express » ne signale jamais les films doublés.

que la musique n'a pas attendu le XXe siècle et la série pour être à la fois émouvante et « mathématique ». Mais un fragment de *L'Offrande*, œuvre qui ne peut plus nous toucher dans sa totalité, y eût suffi. Et puis, il y faut des solistes absolument parfaits, ce qui ne fut pas le cas de tous ceux qui jouèrent sous la direction de Scherchen, notamment le flûtiste.

Il est remarquable de constater que c'est l'œuvre de Stockhausen, *Contre-points*, qui eut le plus de succès. Stockhausen est un jeune musicien allemand de 25 ans. Sa fantaisie créatrice s'accommode apparemment fort bien de la sévérité des structures dont il accepte la loi, sévérité que ses propres recherches aggravent parfois.

Il est regrettable que Nono n'ait pas été représenté à ce concert par une œuvre qui le mette pleinement en valeur. D'autres œuvres de lui, données à Darmstadt et à Hambourg, auraient traduit plus heureusement la profonde sensibilité et la quête de vérité de ce pur et noble musicien, véritable saint de son art.

« Le Renard »

APRES l'extraordinaire chef-d'œuvre qu'est le ***Concert pour neuf instruments*** de Webern, admirable et lumineux « primitif » d'un art musical nouveau — l'œuvre a au moins trente ans d'âge — la séance finissait avec *Le Renard* de Strawinsky, mimé par Jean-Louis Barrault et sa troupe.

C'est là une des dernières œuvres valables de Strawinsky, succédant au *Sacre du Printemps*, contemporaine des *Noces* et de *L'Histoire du Soldat*. Avant que Strawinsky se lançât dans le néoclassicisme qui l'a perdu, lui et une part considérable de toute la musique contemporaine, ce fut là une des dernières preuves, un des derniers actes de sa jeune vitalité, qui devait si brusquement se tarir peu de temps après.

La partie mimée n'a pas, il faut bien le dire, convaincu.

CINÉMA

« Un si Noble Tueur »

RIEN n'est plus simple que de jeter le discrédit sur les revendications des Irlandais, qu'elles soient ou non ponctuées d'actes terroristes. Mais on s'y est pris ici de telle façon, avec des finesses et des arguments si sournois, des personnages si mélodramatiques (un adolescent abattu par la police, une mère désespérée, une jeune patriote assoiffée de bagarre) que l'ensemble empeste la propagande. Sans compter que la morale du film est contestable : ceux qui renoncent à leur guerre pour faire celle des Anglais ne sont pas des traitres, mais des hommes nobles. Du coup, les esprits les moins compliqués en arrivent à se demander ce que tant de soins peuvent bien camoufler.

En revanche, l'aspect policier de l'intrigue est plutôt réussi. Longues poursuites sous les cieux d'Irlande perpétuellement lourds de vent et de pluie, astuces, escamotages. Si ces nobles tueurs étaient de vulgaires gangsters, leurs aventures plairaient certainement.

Mais on ne peut se défendre d'évoquer avec mélancolie le film *Huit heures de sursis* où Carol Reed avait su donner à l'Irlande et à ses patriotes l'authentique noblesse des causes perdues.

Réalisation : Michael Balcon. Avec John Mills et Dirk Bogarde.

A entendre

- **Le Festival Beethoven**, dirigé par Otto Klemperer. Gala. Chaillot, vendredi 22, à 21 heures.
- **Le Concerto n° 2 de Prokofieff** interprété par Shura Cherkassy. Direction Georges Sebastian. Concerts Colonne, Châtelet, dimanche 24, à 17 h. 45.
- **Konrad Wolff** interprétera au piano des morceaux de compositeurs américains contemporains. Ecole normale de musique, mercredi 27, à 21 heures.

A lire

DANS LES REVUES

- Un numéro spécial d'**Esprit** consacré à la définition des « **Premières exigences d'une politique française** » sur les plans international, intérieur et économique. Jean-Marie Domenach, résumant sous le titre « Redressement » l'ensemble politique du numéro, préconise une nouvelle majorité étendue aux communistes, une augmentation de la production, une politique extérieure indépendante.
- Dans « **La Table Ronde** », les derniers-nés de l'édition passés en revue dans le calme, une fois oubliée la frénétique saison des prix. Aussi le début d'un attachant roman espagnol de l'Allemand Hermann Kesten : « **Les Enfants de Guernica** ».

« Le Blé en herbe »

« DE très jeunes personnages qu'un mal inconnu à la fois tourmente et exalte, aussi embarrassés d'eux-mêmes qu'un poussin qui, laborieusement, perce sa coque natale ou un iris qui pour naître doit fendre sa soyeuse enveloppe... »

Ainsi Mme Colette a-t-elle défini elle-même les héros de son très célèbre roman, *Le Blé en Herbe*, que Claude Autan-Lara, Jean Aurenche et Pierre Bost ont porté à l'écran.

Peut-être attendions-nous trop de ce film. Mais après *Le Diable au Corps*, on pouvait croire que la même équipe saurait encore une fois traduire un chef-d'œuvre dans cette langue étrangère qui s'appelle le cinéma. Une langue dont ils semblaient avoir la maitrise.

Or, la déception est double. Non seulement le film est une caricature du roman, mais cette caricature est tracée d'un trait hésitant et presque maladroit. On croirait à un travail de débutants respectueux.

EDWIGE FEUILLÈRE ET PIERRE-MICHEL BECK
Monsieur est cruel, Monsieur a seize ans...

Le roman de Mme Colette a peut-être été trahi parce que ses adaptateurs n'ont pas su — ou n'ont pas osé — le réinventer pour l'écran. Il reste le squelette, dépouillé de sa chair, de sa couleur, de ses résonances. Et on est tenté d'être d'autant plus dur pour les responsables qu'on les croyait plus capables de nous restituer l'histoire de Phil et Vinca. Ceux qui n'ont pas lu le roman trouveront peut-être du charme à son reflet tremblant. Mais où est la chaude rumeur qui monte de l'œuvre de Colette à travers les entrailles des enfants-femmes et des femmes tout court ?

Pierre-Michel Beck (qui fut l'étonnant « Enfant sauvage ») a maintenant un petit visage sec aux lèvres minces et une voix blanche. Ce n'est pas Phil, le rugueux adolescent dont « La Dame en Blanc » fera le caprice de ses vacances. C'est un collégien à l'âge ingrat.

Nicole Berger (qui fut délicieuse dans *Juliette*) est une petite jeune fille aimable là où il fallait une petite fille grave.

Cette lumière de l'enfance qui subsiste parfois sur de plus vieux visages, ils ne l'irradient ni l'un ni l'autre. Alors il ne reste que leur inexpérience mal dirigée, écrasante dans des rôles aussi lourds, et d'autant plus sensible qu'apparaît, dans quelques scènes, Mme Edwige Feuillère qui, elle, sait son métier.

Elle le sait même si bien qu'elle en donne presque à P.-M. Beck lorsqu'il est en face d'elle. Il est, alors, pour quelques instants, le petit d'homme puéril et cruel en face de la Femme qui toujours sera triste dans l'amour. Entre eux se jouent les meilleurs moments du film.

Il semble que le réalisateur ait voulu situer l'action vers 1925. Pourquoi pas ? Mais alors pourquoi Edwige Feuillère est-elle résolument habillée à la mode de 1954 ?

C'est une faute, comme la double fin, comme les rares gags qui introduisent brusquement des personnages de Dubout, comme les gémissements de ménagère geignarde qui encombrent le rôle de Vinca.

Pour retrouver « le vert paradis des amours enfantines », mieux vaut aller revoir *Les Jeux Interdits*, du même Aurenche, du même Bost.

Pour retrouver la maladroite et chaude violence d'un amour d'adolescent, mieux vaut aller revoir *Le Diable au Corps*, du même Aurenche, du même Bost et — c'est à ne pas croire — du même Autan-Lara.

LIVRES

« La Rivière noire »
par Pierre COURTADE

POUR juger équitablement le roman de Pierre Courtade, il faut d'abord savoir que ce n'est un roman que par raccroc, ou plus exactement par précaution.

L'auteur a revêtu son propos des ornements de la fiction et l'a doté d'une intrigue simple, mais solide : l'attaque par un commando de Viets d'un avant-poste français de la ceinture fortifiée de Hanoï. Les deux personnages principaux sont le chef du commando Viet-Minh et le jeune lieutenant qui commande le poste français. Autour d'eux évoluent un certain nombre de personnages, dont la description constitue la partie « reportage » de cette *Rivière noire*.

En tant que roman pur, *La Rivière noire* n'est pas un très bon livre : l'histoire n'est pas très captivante, et les personnages ne sont pas assez détaillés pour que l'on s'intéresse à eux d'une manière personnelle. Cela n'a rien d'étonnant, étant donné la nature véritable de cet ouvrage.

Il est d'ailleurs curieux de constater que les passages consacrés aux Français et aux défauts qu'ils sont censés incarner sont bien supérieurs aux passages sur le Viet-Minh et ses vertueux partisans. Pierre Courtade, lui-même ancien saint-cyrien, aujourd'hui éditorialiste de « l'Humanité », fait agir les officiers et palabrer les politiciens avec un mordant et un pittoresque qui n'ont d'égal, en sens inverse, que le regrettable ton biblique qu'il se croit obligé d'employer dès qu'il met en scène les partisans du Viet-Minh. Une fois de plus, on voit que les bons sentiment ne font point de la bonne copie.

Mais, malheureusement, l'importance de ce livre réside ailleurs que dans ses mérites littéraires car, après avoir fait abstraction du double revêtement de guimauve et de fiel dont Pierre Courtade a enrobé sa description des deux camps, on se sent conduit à reconnaître que son roman nous fait toucher du doigt certains aspects fondamentaux du drame d'Indochine.

Les Editeurs Français Réunis.

« Labyrinthes »
par Jorge-Luis BERGES

J. LUIS BERGES, grand écrivain argentin, est, faute de traduction, pratiquement inconnu en France. Un volume comprenant plusieurs de ses *Fictions* a paru en français il y a deux ans. En voici un autre, mais si bref, qu'il incite à relire le premier. Ses « fictions » sont de curieux récits métaphysiques, construits comme des romans policiers. Ainsi l'histoire d'un homme qui, au cours d'un voyage, découvre qu'être mortel c'est avoir oublié que l'on est immortel, ou celle d'un supplicié qui, s'interrogeant sur le sens des taches de la peau d'un jaguar, finit par déchiffrer la phrase qu'elles inscrivent mais n'a plus le goût de la révéler.

Toute cette œuvre est une subtile contestation de l'esprit humain — conscience, intelligence, mémoire. Puisque tout nous vient de l'esprit, rien ne prouve que ce que celui-ci avance n'est pas une falsification du réel, une mystification et peut-être même un songe. Mais du fait que l'esprit n'est contesté et confirmé que par lui-même, on ne pourra jamais dépasser le stade du doute — convulsions élégantes du serpent qui se mord la queue.

Et c'est sur ce thème qu'avec la dextérité d'un illusionniste, un savoir de chartiste et l'insouciance du philosophe, Berges exécute quelques tours destinés à nous confondre. Comme Berges est un grand esprit, il parvient facilement à nous faire douter du nôtre. Toutefois, sa pensée essentiellement questionneuse demeure sereine. Aussi est-ce sans angoisse — sensation peu courante pour qui fréquente les penseurs modernes — qu'on s'égare derrière lui par les « labyrinthes » de la spéculation.

Gallimard. 136 pages, 350 francs.

DISQUES

« La Sonate à Kreutzer »

CONTRAIREMENT à ce que l'on pourrait penser lorsqu'on écoute les violonistes de notre époque, *La Sonate à Kreutzer* n'est pas une œuvre de simple virtuosité. Elle témoigne même de l'esprit beethovénien le plus pur et les prouesses techniques qui y abondent ne sont que des signes et, il faut bien le croire, des signes difficilement déchiffrables. Quoi qu'il en soit, voici un disque qui apporte une version noble et authentique de cette œuvre méconnue à force d'être connue.

C'est David Oïstrakh, admirable musicien, qui joue avec la simplicité, l'équilibre, la force, le rayonnement qui lui sont propres. Et, bien que Lev Oborine n'atteigne pas la même perfection, il est un excellent pianiste qui ne ternit en rien les impressions que l'on doit à Oïstrakh.

Les deux instruments sont d'ailleurs fort bien enregistrés et l'on ne peut qu'attirer l'attention du public sur cette gravure qui constitue vraiment un enrichissement pour nos discothèques.

Un disque, 25 cm., Le Chant du monde, LPA 8077, 33 tours.

Communiqué.

Un ramonage coûte cher

et salit beaucoup. Pourquoi n'essayez-vous pas le « Diablotin », qui ramone en cinq minutes une cheminée du haut en bas. Il suffit de poser sur le charbon rouge le paquet que vous trouverez chez votre droguiste. C'est un produit Rollet.

Chez votre Tailleur
demandez une
DRAPERIE
LAJEUNESSE
garantie
par son Label

un rapport inquiétant

QUI VIT, QUI MEURT DE L'ALCOOL

« CONTRE les peines morales, le vin de Champagne », conseillait Stendhal. Mais de son temps, la France n'était pas alcoolique. Elle comptait 90.000 bouilleurs de cru. En 1950, il y en avait 3 millions 260.000.

Que peut-on attendre d'un pays arcbouté sur 500.000 bistrots ? Un remarquable rapport déposé par le docteur Etienne May au nom de la Commission des Affaires sociales, devant le Conseil économique, donne avec mesure et sans passion moralisatrice une tragique réponse à cette question.

Un état d'esprit fort répandu nous pousse généralement, il faut bien le dire, à accueillir par l'ironie ou le scepticisme toutes les allusions à l'alcoolisme français.

Faut-il essayer de réagir ? Un redressement est-il possible ? Le rapport du docteur May ouvre au lecteur le plus *indifférent* des perspectives auxquelles il est impossible de rester insensible et qu'il est, nous semble-t-il, du devoir de chacun de faire connaître au public.

On nous a dit : « Ne touchez pas à l'alcool. Vous irriterez, vous déplairez, vous déchaînerez contre vous bien des puissances. » Personne ne nous a dit : « Ce *rapport* est inexact ». C'est pourquoi L'EXPRESS en donne ci-dessous, imperturbablement, l'essentiel :

Qui est alcoolique en France ?

On peut dire que, dans la population adulte, 15 0/0 des hommes et 5 0/0 des femmes sont en état d'alcoolisme avéré. Le tiers de la population française consomme de l'alcool au-delà des limites de sécurité.

La France a consommé, en 1951, relativement à sa population, trois fois plus d'alcool que l'Amérique et deux fois plus que l'Italie.

Qui vit de l'alcool ?

Près de quatre millions de Français tirent la principale source de leurs revenus de l'alcool.

Plus d'un million et demi consacrent exclusivement leurs journées de travail à la production et au commerce des boissons alcoolisées.

Qui meurt de l'alcool ?

La France a le triste privilège de posséder une des mortalités générales les plus élevées parmi les grands peuples européens.

Or, 30 0/0 de la mortalité entre 35 et 50 ans relève directement ou indirectement de l'alcool.

30 à 40 0/0 des accidents de la circulation, 20 à 30 0/0 des accidents du travail, et 30 0/0 des crimes sont dus à l'influence de l'alcool.

Que nous coûte l'alcoolisme ?

Le rapport évalue à 152 milliards, pour 1952, ce que l'alcoolisme coûte à la France.

Comme il lui rapporte, d'autre part, 53 millions de taxes diverses, on peut évaluer à cent milliards environ ce que la France dépense chaque année pour empoisonner ses citoyens.

D'autre part, les dépenses globales en boissons alcoolisées représentent 675 milliards, c'est-à-dire 7,3 0/0 du revenu national et plus de 10 0/0 de l'ensemble des dépenses de consommation privée.

Il est remarquable, d'ailleurs, que l'ensemble des dépenses sanitaires du pays représente 6 à 7 0/0 du revenu national. Ainsi, les Français dépensent plus pour boire que pour protéger leur santé.

JEUNE PATRON

REVUE MENSUELLE

19, avenue George-V PARIS-8e

Tél. : BAL. 52-25

Au sommaire du numéro de janvier :

- Nos dix plaies, par Henri DANNAUD.
- Où en est l'Europe ? par Jacques TESSIER.
- La situation économique, par A. SAUVY.
- Le dossier monétaire de la France.
- Le rôle social de la monnaie.
- Mérites et faiblesses de notre économie capitaliste, etc..., etc...

Envoi d'un numéro spécimen sur simple demande

- ***L'Etat alloue 500.000 francs par an au Comité de défense contre l'alcoolisme et 50 millions au Comité de propagande du vin.***
- ***30 0/0 de la mortalité entre 35 et 50 ans relève directement ou indirectement de l'alcool.***
- ***Le Français consomme trois fois plus d'alcool que l'Américain.***
- ***La France compte un débit pour 34 adultes et 10 débits pour une boulangerie.***

Pourquoi devient-on alcoolique ?

Le rapport distingue trois sortes d'alcoolisme :

L'alcoolisme de misère ;

L'alcoolisme de névrose ;

L'alcoolisme d'entraînement et d'habitude.

Le premier atteint les classes déshéritées. C'est le dérivatif aux conditions de vie trop pénibles.

Le second frappe toutes les classes de la société. Les névroses qui prédisposent à l'alcoolisme sont à base d'inadaptation sociale, de contacts difficiles avec les êtres et les choses, d'un manque d'harmonie entre les diverses tendances de l'individu.

L'alcool apaise au début l'angoisse qui résulte de cet état. Puis vient l'accoutumance qui exige des doses toujours croissantes.

Il est possible que l'augmentation actuelle de l'alcoolisme tienne pour une part aux conditions favorables aux névroses qu'ont créées deux guerres successives. Non seulement les deuils et les pertes matérielles, mais aussi les illusions perdues et l'incertitude empêchent beaucoup de Français de donner leur pleine adhésion à la vie et favorisent une sorte de « névrose d'époque » facilement génératrice d'excès de boissons.

Mais l'alcoolique névrosé et toxicomane est loin de constituer une majorité. La plupart des Français qui boivent trop sont, à la ville comme à la campagne, des sujets mentalement normaux et chez qui l'habitude de boire naît de causes qui n'ont rien à voir avec les névroses et sur lesquelles les pouvoirs publics peuvent avoir, s'ils le veulent, une action parfaitement efficace.

La plupart des buveurs appartiennent à la troisième catégorie, celle des alcooliques par entraînement et par habitude.

On commence à boire par imitation, parce que les occasions s'offrent partout et aussi parce que, il faut bien le dire, il règne dans ce pays une atmosphère de complaisance — on devrait presque dire de complicité — vis-à-vis de l'usage même excessif des boissons alcoolisées.

Cette complaisance repose sur une série d'affirmations fausses, mais qui sont communément acceptées. Par exemple :

a) Boire est un acte viril. Bien « tenir » l'alcool est un signe de force dont on doit s'enorgueillir.

b) Le bon vin n'a jamais fait de mal.

c) « Le vin et l'alcool sont nécessaires au travail. » C'est là une contre-vérité physiologique. L'alcool ne donne qu'une certaine excitation psychique qui fait illusion.

d) Le vin et même l'alcool peuvent être utiles à la santé. Des termes couramment employés comme « boissons hygiéniques, apéritifs, digestifs », constituent de véritables abus de confiance. Le vin, pris en quantité modérée, est une boisson recommandable pour son agrément et non pour des qualités hygiéniques. Et les alcools n'ont jamais ni ouvert l'appétit ni facilité la digestion.

e) Le vin et l'alcool sont les accompagnants obligés de toute réunion. Là encore, bien des tempérants de nature *suivent* le mouvement par fausse honte. On hésitera de même au café à prendre autre chose qu'une boisson plus ou moins alcoolisée.

Nous nous excusons — précise le rapport — d'insister sur ces données psychologiques, mais nous croyons que leur rôle est capital dans l'alcoolisation de notre pays. C'est le consentement général qui multiplie presque à l'infini les motifs et les occasions de boire, les mille ruisseaux par lesquels l'alcool pénètre dans notre vie sociale.

Comment encourage-t-on l'alcoolisme ?

A l'atmosphère générale si favorable à la boisson, viennent s'ajouter de nombreuses facilités matérielles qui augmentent encore la tentation.

LE NOMBRE DE DEBITS DE BOISSONS en France est extravagant. On compte un débit pour 34 adultes, dix débits pour une boulangerie. Cette proportion marque bien le rôle que jouent les boissons dans la vie quotidienne des Français. Nous battons, hélas ! à ce point de vue, tous les records parmi les pays européens.

Le rapport établit ici une distinction entre le « café » et le bistrot. Il insiste sur le rôle que le café a joué en particulier dans la vie littéraire française et précise qu'une partie notable des usagers ne s'y alcoolisent pas au-delà des limites raisonnables alors que le bistrot est le principal centre d'intoxication.

LES BOUILLEURS DE CRU sont les grands responsables de l'alcoolisation de notre pays. Leur privilège, conçu d'abord pour permettre aux agriculteurs de consommer de petites quantités d'alcool de leur cru, est devenu peu à peu, grâce à la faiblesse des pouvoirs publics, une vaste organisation qui non seulement fraude de Trésor public, mais aussi répand des quantités croissantes d'alcool.

La progression du nombre des bouilleurs de cru est effroyable. Ils passent de 90.000 en 1869 à 925.000 en 1900 et à 3.260.000 en 1950.

Cette progression s'explique par les facilités de plus en plus grandes accordées par la loi à la distillation privée et à l'abandon de fait de tous les contrôles légaux qui tendaient à la limiter.

Peu à peu, toutes les barrières sont tombées.

Pratiquement exemptés de droits, les bouilleurs de cru mettent en circulation un alcool clandestin vendu très au-dessous des prix officiels. Et plus l'Etat augmente les droits officiels, plus le bénéfice est grand pour ce marché noir et plus il est naturel qu'il se développe.

LA MODICITE DES PRIX augmente automatiquement la tentation et la facilité de s'alcooliser.

Au cours de ces dernières années, la tendance a été de réduire les taxes. Un renversement timide a eu lieu cette année. Mais la résistance qu'il rencontre montre bien la crainte qu'inspire aux producteurs toute politique qui aboutirait à l'élévation des prix.

Un verre d'alcool coûte au Danemark ou en Angleterre le même prix qu'un repas complet pris dans un restaurant populaire moyen, c'est-à-dire l'équivalent en France de 250 à 300 francs. On est loin de compte.

LA PUBLICITE enfin ne connaît aucun frein puisque la loi ne prévoit aucune sanction aux infractions éventuelles.

On a dernièrement distribué dans les écoles des buvards indiquant qu'un litre de vin équivaut à 850 gr. de lait, 370 gr. de pain, 585 gr. de viande ou 5 œufs. Cette propagande mensongère exercée sur l'enfance paraît particulièrement odieuse.

L'Etat offre généreusement 500.000 francs par an au Comité de défense contre l'alcoolisme, et en même temps alloue au Comité de propagande en faveur du vin une subvention de 50 millions.

Tout cela prouve deux choses : d'abord la puissance des intérêts dans ce problème de l'alcool et la faiblesse et l'impuissance des Pouvoirs publics à faire, sur ce terrain, appliquer les lois.

Toutes les causes d'alcoolisme ont une origine commune : l'excès de la production du vin et de l'alcool. Il veut naturellement être consommé et on exerce pour cela une forte pression sur le gouvernement et sur les particuliers. Cette pression est d'autant plus efficace que la production est élevée et que, par suite, les intéressés sont plus nombreux et plus puissants.

Comment devient-on alcoolique ?

Ici le rapport distingue plusieurs facteurs d'alcoolisation chronique :

L'ALCOOLISME DE TRAVAIL, celui des travailleurs de force qui absorbent de trois à quatre litres par jour de vin, parfois plus. La quantité s'unit ici au fractionnement et à la répétition des doses pour réaliser toutes les conditions qui créent l'alcoolisme chronique.

L'ALCOOLISME DE BISTROT. A l'état pur, ce type n'est pas très fréquent parce qu'il suppose des loisirs. Mais c'est le verre de vin ou d'alcool pris en allant au travail ou en revenant, ou pendant les pauses, c'est l'apéritif devenu une habitude. S'ajoutant à une consommation de vin déjà excessive, cela augmente encore l'alcoolisation permanente du sang et des tissus.

L'ALCOOLISME DES CAMPAGNES. Les facilités accordées aux distillateurs l'ont fait marcher à pas de géant. Certains médecins signalent que 50 0/0 de leurs malades hommes sont imprégnés d'alcool dans les Côtes-du-Nord et le Morbihan, ou même les deux tiers dans le Calvados.

Normandie, Bretagne, Vendée sont les régions d'élection de l'alcoolisme de campagne qui commence également à faire des ravages en Savoie.

L'ALCOOLISME DE LA BOURGEOISIE. Il se répand surtout dans certains milieux d'affaires où les consommations accompagnent souvent la discussion. En outre, le vin pur remplace aux repas l'eau rougie d'autrefois, surtout quand l'eau est mauvaise, comme elle l'est scandaleusement dans certains quartiers parisiens. Mais, contrairement à la classe ouvrière, l'alcoolisme bourgeois est à base d'apéritifs et de liqueurs plus que de vin.

L'ALCOOLISME PROFESSIONNEL, enfin, ravage ceux pour qui « offrir une tournée » est presque une nécessité : placiers, voyageurs de commerce, hôteliers, etc.

Une mention spéciale doit être faite de l'alcoolisme de l'armée ou plutôt de l'habitude de boire que l'on contracte au service militaire.

En résumé, il y a en fait plus d'alcoolisme de vin que d'alcoolisme d'eau-de-vie ou de liqueur, parce que l'excès de sa consommation compense sa moindre nocivité intrinsèque. On peut, sans prétendre à une exactitude rigoureuse, incriminer le vin dans 55 à 60 0/0 des cas, l'alcool proprement dit dans 30 à 35 0/0 des cas, le cidre pour les autres. La bière joue un rôle faible : 2 à 3 0/0 des cas.

Le rapport étudie ensuite les remèdes que l'on peut envisager à cette situation, établit des comparaisons avec les luttes similaires et fructueuses entreprises à l'étranger, précise qu'aucun effort de répression ne sera efficace s'il n'est accompagné d'un effort de rééducation, et indique, enfin, les mesures qui pourraient être prises pour adapter l'économie aux réformes indispensables. Et il conclut :

« La lutte contre l'alcoolisme est possible ; c'est une affaire de volonté. Mais il faut qu'on le veuille. Il faut que le grand pays qu'est la France cesse de supporter sans s'indigner un fléau aussi affreux. L'indifférence — on serait tenté de dire la complaisance — devant les ravages de l'alcoolisme dénote un affaissement du sens moral et du courage civique inquiétant. Si cette apathie ne cessait pas, on devrait porter un diagnostic très pessimiste sur la santé morale de notre pays. »

FAUT-IL TUER LA COMÉDIE-FRANÇAISE ?

FAUT-IL supprimer la Comédie-Française ? Il y a des soirs, vraiment, où l'on se pose la question et d'autres où l'on tremble au contraire que tant d'orages ne finissent par l'abattre. Un homme subtil et fin lui a consacré six ans de sa vie. C'est Pierre-Aimé Touchard. Entré avec enthousiasme, il en est sorti sans amertume, bien que l'expérience ait été dure, et il a consacré à cette aventure un livre de souvenirs savoureux. Nous présentons ici quelques extraits de « Six années de Comédie-Française », qui donnent à la fois le « ton » de la Maison et, dans la conclusion de l'auteur, les vraies raisons du drame.

MA nomination fut signée le 6 avril. Elle ne s'était pas faite sans quelques remous — dont j'ignore sans doute encore la plupart. Le plus voyant eut pour cause une opposition très vive de Roger-Ferdinand et de Marcel Pagnol, respectivement président et ancien président de la Société des Auteurs. Quelques mois plus tôt, en effet, j'avais donné ma démission du journal *Opéra*, dont j'étais le critique théâtral, à la suite d'un incident concernant l'irascible M. Bernstein. Ayant peu goûté je ne sais quelle de ses productions saisonnières, je l'avais écrit dans le papier que j'envoyais chaque semaine à Jacques Chabannes pour qu'il fût remis à l'imprimeur. Or, ce compte rendu ne parut pas, et il fut remplacé par un éloge dithyrambique de la pièce dû à la plume de Pagnol. J'y vis un signe de cette funeste camaraderie des gens en place qui réussit à fausser toutes les valeurs, et je la dénonçai dans une lettre ouverte communiquée à toute la presse. Mais je commis l'erreur de « mettre dans le coup » la Société des Auteurs et nommément Roger-Ferdinand et Pagnol que j'accusais d'exercer des pressions sur la critique. La riposte ne se fit pas attendre : je reçus presque aussitôt deux assignations en dommages et intérêts pour chacune 500.000 francs, ce qui représentait pour moi une somme considérable.

Roger-Ferdinand eut le beau geste de m'appeler à son cabinet pour m'annoncer qu'il renonçait à ses poursuites. Mais de là à me voir arriver sans inquiétude au fauteuil d'administrateur, il y avait un pas que d'autres que lui eussent hésité à franchir. Il fit donc une déclaration très franchement hostile à la radio. Pagnol lui emboîta le pas et naturellement le petit Chabannes qui affecta de ne pas savoir qui j'étais. Les associations de la critique réagirent par un communiqué. Finalement, je reçus de Marcel Pagnol une lettre adorable où il me disait à peu près ceci : « J'ai rencontré Ferdinand. Je lui ai dit : « Tu as été répétiteur. Moi aussi. Eh bien ! Lui aussi... Alors ? » Et il me proposait en leur nom à tous les deux une amitié cordiale qui depuis ne s'est pas démentie.

La peur de vieillir

Quand je repense aujourd'hui à ces premiers mois de la Comédie, je découvre que ceux qui, alors, firent le plus de difficultés à admettre la direction que je voulais donner à mes efforts sont rigoureusement les mêmes que j'ai retrouvés ligués contre moi aux dernières heures de mon administration. Mais, à ce moment-là, les oppositions étaient plus feutrées, et j'y voyais moins clair dans les démarches de mes compagnons.

Je m'aperçus tout de suite que l'unité apparente de cet organisme ne correspondait à aucune réalité. En fait, il n'y avait aucun point commun entre l'esthétique de Meyer et celle du Doyen, pas plus qu'entre celle de Bertheau et celle de Jean Yonnel. Mais cette dissonance, déjà grave, n'était que l'expression d'une antinomie beaucoup plus profonde. Il y avait entre ces hommes une incompréhension fondamentale ; il leur arrivait de céder aux arguments des autres, mais jamais d'en admettre la valeur. L'âge, d'abord, les séparait, qui crée un fossé beaucoup plus irréparable entre les comédiens qu'entre les autres hommes, du fait que la carrière en dépend ; le comédien vieillissant a toujours un peu l'impression qu'il doit lutter contre un plus jeune susceptible, par son talent, de hâter son départ.

A la Comédie-Française, où le nombre de places est limité, chacun peut désigner d'avance celui qui lui vaudra le coup fatal. Au Comité, c'est encore pire ; tous y ont, en fin d'année, le pouvoir de voter la mise à la retraite d'un aîné. D'Inès savait bien que le jour où Meyer serait distribué dans Harpagon, s'il y réussissait, son propre sort en dépendrait. Et Yonnel, de son côté, pouvait redouter le jour où Bertheau s'essaierait dans Pyrrhus. Même s'ils avaient conscience l'un et l'autre de leur talent, ils savaient que la mode, les brusques engouements du public pouvaient susciter du jour au lendemain un rival triomphant.

En défendant leur esthétique, c'était leur raison de vivre, leur espoir de se maintenir qu'ils défendaient. D'où cette volonté d'immobilisme qui les durcissait. La fidélité aux souvenirs de leurs maîtres, la certitude que les enthousiasmes de leur jeunesse valaient bien les enthousiasmes d'aujourd'hui servaient d'armature sentimentale et logique à cette revendication vitale.

Ce n'étaient pas de mauvais comédiens, loin de là ; c'étaient des comédiens qui refusaient d'évoluer et pour qui toute nouvelle prise de rôle leur paraissait seulement une occasion de confirmer la survivance de leur talent, de leurs méthodes, de leur esthétique.

L'auteur a toujoursdu génie

Paul Raynal m'ayant envoyé le texte qui venait de paraître d'une de ses pièces inédites, *Le Matériel humain*, j'avais également fait accepter au Comité que cette pièce fût présentée, à la rentrée d'octobre, à la salle Luxembourg. On m'avait prévenu que l'auteur avait un caractère irascible et qu'il avait eu déjà des démêlés fort violents avec la Comédie. Mais c'était « mon premier auteur vivant », et je m'étais juré d'aboutir à des relations amicales. Au début, à vrai dire, je n'y eu aucun mérite. L'homme était plein de séduction, et, quoique malade, il débordait de vie, d'humour et de verve. Ruiné par la guerre, il s'était sans doute promis, lui aussi, de contrôler la violence habituelle de ses impulsions, et nos premières rencontres se firent dans un climat de lune de miel.

Pourtant, je ne laissais pas d'être inquiet. Comme la plupart des auteurs dramatiques — mais alors je l'ignorais — Raynal croyait à son génie. Mais pas à un génie bon enfant, non ; Raynal pensait et disait qu'avec Corneille il était le seul écrivain dramatique de ce pays. Je n'étais pas habitué encore à recevoir à brûle-pourpoint des déclarations de ce calibre ; je m'efforçais de ne pas le démentir, mais j'en avais mauvaise conscience, car, en toute bonne foi, je ne plaçais guère Raynal au-dessus de Brieux (...) Nous aurions pu, malgré tout, nous entendre si, comme conséquence logique de l'opinion qu'il avait de lui-même, Raynal ne s'était avisé d'y poser des conditions surprenantes.

Recueilli par quelqu'un de sa famille qui habitait, je crois, un sixième étage, il demandait — non il exigeait — que l'Etat fit construire, pour le lui offrir, un septième étage digne du plus grand écrivain que la France eût connu depuis trois siècles. Chargé de transmettre cette revendication au ministre, je m'en acquittai sans illusion. Le ministre offrit de recevoir Raynal, mais Raynal trouvait inconcevable qu'un ministre ne se déplaçât pas lui-même pour venir lui rendre hommage. Quant aux solutions de conciliation qu'on pouvait suggérer (attribution d'un secours, par exemple), elles étaient refusées avec hauteur comme d'insultantes aumônes. Finalement, Raynal menaça le ministre de me retirer la pièce si, dans un délai de quelques jours, les entrepreneurs n'étaient pas sur place et les travaux commencés. Son télégramme napoléonien n'ayant pas eu de réponse, il m'écrivit qu'en raison de mes prétentions à vouloir lui imposer une distribution et à discuter ses choix, il reprenait son manuscrit.

Le Matériel humain fut joué quelques mois plus tard à La Renaissance. Mais je ne fus pas quitte pour cela des poursuites vengeresses de l'auteur déçu. Quelques années plus tard, je recevais encore de lui des lettres furibondes, desquelles je détache ce message téléphoné qui en donnera le ton : « Touchard, administrateur Comédie-Française. Quittez immédiatement et en apparence volontairement ce poste, ou je vous en fais chasser ignominieusement et avec vous votre bienfaitrice Jeanne Laurent. Raynal. »

Marie Bell est une sainte

Je réunis un jour à déjeuner Marie Bell et Paul Claudel qu'accompagnait sa femme. J'étais encore à cette époque peu accoutumé aux fantaisies de la pétulante comédienne. Je savais que les marques extérieures du respect n'étaient pas son fort, mais je fus tout de même surpris par le ton de la conversation que je vais rapporter. Il y était naturellement question du *Soulier de satin*, et Marie Bell venait de raconter avec quel enthousiasme le vieux poète avait salué sa création de Dona Prouhèse :

— Figurez-vous qu'il me disait que j'étais une sainte.

— Qu'est-ce que tu dis ? demanda Claudel que sa surdité empêchait d'entendre.

— Dis-le à l'administrateur que tu trouves que je suis une sainte, hurla Marie.

— Mais, bien sûr, tu es une sainte ! confirma Claudel.

— Tout de même, tu charries ! répondit modestement l'actrice.

— Qu'est-ce que tu dis ? redemanda Claudel qui n'entendait toujours pas.

Alors Mme Claudel, se penchant discrètement vers son mari, traduisit avec calme :

— Mlle Marie dit que vous exagérez.

Commencée sur ce ton, la conversation devait aboutir rapidement à un accord. La reprise du *Soulier* fut décidée pour le mois d'avril, et la pièce mise rapidement en répétition dans l'admirable système décoratif imaginé par Jean-Louis Barrault. Je ne cache pas que j'avais eu à cette occasion l'espoir de ramener Jean-Louis Barrault et Madeleine Renaud, sinon dans la troupe, ce qui était manifestement impossible, du moins dans la Maison, en amis retrouvés. Malgré la collaboration active de Mathis, qu'une grande fidélité liait à Jean-Louis, nous ne pûmes obtenir qu'une rapide et discrète visite du metteur en scène, lors des dernières répétitions ; trop d'émotions se heurtaient en lui qu'il ne pouvait maîtriser.

Mais, ce soir-là, quand je descendis l'escalier de l'administration, je vis sur le socle de la statue de Molière un petit bouquet de violettes anonyme : c'est une tradition à la Comédie d'associer ainsi le grand « Patron » à certaines joies de la vie. Et j'ai toujours pensé, depuis, que ce témoignage d'amitié, malgré tout, venait du chef de file des dissidents.

Au cours de ces répétitions, je compris comment Claudel avait pu penser et dire que Marie Bell était une sainte. Dans le rôle de Dona Prouhèse, elle retrouvait une sorte d'enfance, dont l'humilité, la pureté, la gentille confiance et la grâce vous menaient au bord des larmes. Très rares sont les comédiennes qui peuvent ainsi sur les planches dépouiller aussi totalement leur seconde nature (...)

Elle se donnait d'ailleurs ainsi entièrement à tous ses rôles, sauf aux jours de fatigue, où l'on avait l'impression que seuls les mécanismes du corps assuraient le spectacle. Sortie de scène, elle avait besoin d'un long moment pour se reprendre. Un jour, je la trouvai ainsi, sanglotant entre deux portants, au sortir de *Phèdre* ; levant vers moi ses beaux yeux pleins de larmes, elle s'excusa :

— Quel métier de ...! Je chiâle !

Je ne sais pas si je connais un plus beau mot de comédienne.

Les ministres, monarques inquiets

Beaucoup d'amis me reprochaient, et me reprochent encore mon intransigeance.

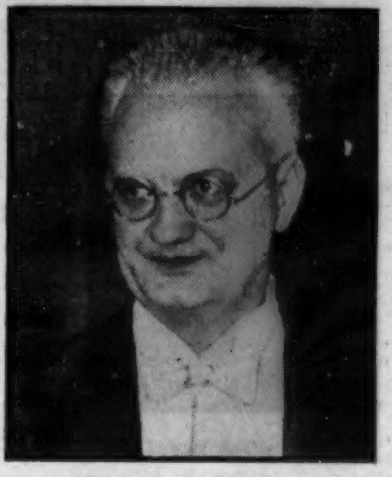
Je ne suis pas convaincu. J'ai réellement essayé, dans l'intérêt de la Maison, d'entretenir des rapports amicaux avec ceux dont dépendait mon sort, et j'ai fait les concessions qui me paraissaient ne pas impliquer de conséquences graves. Presque toujours, j'ai eu à le regretter.

Non, le mal n'était pas à l'intérieur de la Comédie et la crise de notre Maison n'était que le reflet des autres crises qui minaient le moral de notre pays après l'affreuse guère de 1940. La Comédie souffrait seulement, comme la plupart des grandes administrations, de ce qu'il faut bien appeler la carence du gouvernement. Je ne tiens pas à ajouter ma voix à celle des contempteurs du temps présent. Mais comment taire le sentiment de révolte qu'on éprouve devant la légèreté, l'inconscience ou parfois la véritable trahison de beaucoup de ceux qui ont accepté, sollicité la mission de gouverner notre pays ? Paysan du Danube, venu des rives claires et paisibles d'un petit fonctionnariat dont la conscience professionnelle est la vertu la plus commune, je débouchais brusquement dans un monde où l'on ne sert plus des institutions ou des tâches, mais des hommes ou des femmes. La moindre décision porte un nom, sinon plusieurs, de gens à qui il faut plaire ou à qui il est utile de déplaire. L'homme cache l'institution comme l'arbre la forêt. On se perd dans un maquis sans horizon, puis on décide d'y séjourner, faute de courage pour avancer plus loin. On s'installe, on fait son lit, on s'organise un obscur royaume... Nos ministres sont devenus ces monarques inquiets accablés du souci d'assurer à la petite semaine leur indigente survie.

A la Comédie-Française, il eût suffi d'un peu de clairvoyance et de décision pour qu'en deux heures tout rentrât dans l'ordre. On préféra soutenir quelques féodaux attardés, sans doute parce qu'ils faisaient du bruit. Les ministres crurent à leur force, sans voir que ces tremblants trublions ne tenaient cette force que de la pusillanimité gouvernementale, et, là, comme hélas ! dans beaucoup de plus tragiques occasions dont l'histoire contemporaine multiplie les exemples, le gouvernement soutint, contre l'homme qui le représentait et que d'ailleurs on se gardait bien de guider, quelques pâles complots animés par des femmes.

Mais dans la mesure même où les véritables causes d'une crise apparaissent avec une telle clarté, les raisons d'espérer demeurent. Que demain un homme d'Etat conscient de ses responsabilités, et il en reste, s'avise de répéter le geste de Jean Zay, assurant Bourdet de son soutien inconditionnel dans l'exécution de la mission qui lui avait été définie, et s'interdisant toute immixtion dans le gouvernement intérieur de la Maison : je le répète, en deux heures, la Comédie-Française retrouve son calme et reprend le chemin de sa grandeur.

Editions du Seuil, 252 pages.



PIERRE-AIMÉ TOUCHARD
L'administrateur a de la mémoire

Réimpression :

Robert JUNGK

LE FUTUR A DÉJA COMMENCÉ

15e mille

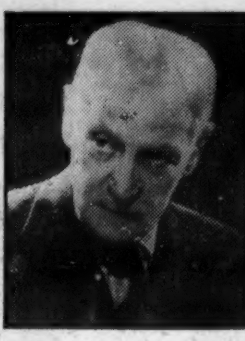
Ce livre est à la fois un cri d'admiration et un cri d'alarme. Qu'est devenu l'homme dans le plus libre, dit-on des pays du monde ? Un Robot — FRANC-TIREUR.

Le vol. 7[illegible] fr.

ARTHAUD

LE DANGER EST ALLEMAND

par Julien BENDA



JULIEN BENDA
« Le philosophe français de l'intelligence »

Comme je serais hostile à la démocratie s'il n'y avait pas les réactionnaires !

Pour les doctrines communistes, je le déclare net, je ne marche pas. Leur cheval de bataille, la « dialectique matérialiste », me semble une position mystique (...) parfaitement stérile.

Tout cela démontre assez qu'il est entièrement faux, non seulement de proclamer (...) que j'adhère au parti, mais même que j'en adopte les idées.

Julien BENDA (*Les Cahiers d'un Clerc*)

CETTE semaine le représentant de la France va rencontrer, à Berlin, ceux des trois autres puissances, sur le problème essentiel de notre destin : le problème allemand. Pour les Français, c'est le moment d'avoir des idées claires.

Je ne chercherai pas à pénétrer dans le fatras technique des articles des traités ni des priorités des ordres du jour. Si l'on se perd dans les détails et les arguties, on oublie totalement les données essentielles qui doivent nous guider. Elles sont simples, claires et permanentes.

La diplomatie française s'est enfoncée dans une jungle qu'elle a fabriquée. Il faut lui redonner des yeux pour voir, et de la mémoire pour juger.

*

Il ne faut à aucun prix que renaisse la toute-puissance de l'Allemagne. Voilà ce qui est d'abord incontestable.

Or, il est à craindre que nous ne soyons précisément en train de la reconstituer. La volonté de l'Allemagne, c'est toujours, et de nouveau, la volonté de supprimer et de réparer les conséquences de sa défaite.

L'Allemagne voudra, c'est certain, supprimer sa nouvelle frontière avec la Pologne sur la ligne Oder-Neisse. Ce serait déplorable.

Il faut que la Pologne conserve les provinces recouvrées.

C'est la condition de sa survie et, à l'avenir, de son indépendance.

Nous avons besoin de la Pologne. Elle résistera à l'Allemagne. Son intérêt est le nôtre.

Malheureusement je crois que l'influence de l'Amérique va jouer dans l'autre sens; dans le sens allemand. Or, le poids de l'Amérique dans les affaires d'Europe est devenu prépondérant.

L'Amérique croit que son intérêt supérieur est de gêner la Russie autant qu'elle le pourra, et par tous les moyens. En particulier, elle choisira de soutenir les intérêts de l'Allemagne contre ceux de la Pologne. D'où l'idée et la volonté de réarmer l'Allemagne.

*

Je considère cependant que, pour nous, le danger allemand est plus proche, plus précis, et plus grand que la menace soviétique.

L'Allemagne, aussitôt qu'elle en aura les moyens, cherchera à assurer de nouveau sa suprématie en Europe. Et non pas à la façon de Guillaume II qui aurait pu encore admettre un concert des nations européennes (affaire des Boxers). Sa seule conception, aujourd'hui, c'est la prépondérance, puis la domination.

Bien sûr, les Soviets n'ont pas abandonné leur idée profonde qui est que le système communiste doit, finalement, régir le monde. Mais c'est un plan à très longue échéance, et qui ne vise pas directement la France mais toutes les nations libres ensemble. C'est par d'autres moyens, que ces nations pourront se défendre contre une destinée communiste. Mais le réarmement de l'Allemagne, à aucun degré, à aucun prix, ne doit être considéré comme une réponse acceptable à la menace communiste.

La France a, en dehors de l'intérêt général du monde libre auquel elle participe, un intérêt particulier plus précis et en tout cas dont elle est plus précisément responsable : éviter que la puissance militaire allemande ne se reconstitue. Pas de réarmement allemand, sous aucune forme.

C'est tellement évident, que des Français les plus différents se sont retrouvés sur cet impératif commun. Des hommes aussi éloignés que Herriot et de Gaulle se réconcilient sur cet objectif. Objectif simple : la France n'acceptera pas la mainmise de l'Allemagne sur l'Europe.

Tellement clair que si nos alliés, servis par les événements, passaient outre à cette volonté, les plus profondes répercussions seraient à craindre dans le peuple français. On parle d'un « Front populaire ». Je ne sais pas si l'émotion française conduirait à ce regroupement; mais sous une forme ou une autre, encore imprévisible, la France réagirait.

*

On me demande aujourd'hui quel est notre intérêt : un accord avec l'U.R.S.S. pour empêcher le réarmement allemand, ou une alliance avec l'Allemagne réarmée contre les Soviets? Pas d'hésitation, pour l'instant en tout cas : l'accord avec les Soviets.

Hélas! de quel poids est encore notre volonté à côté de celle de l'Amérique? Voilà le problème.

La France n'a pas su juger avec objectivité sa propre situation. Elle a confondu ses possibilités concrètes d'action avec les souvenirs de sa grandeur passée. Et ces illusions volontaires l'ont conduite sous la protection étrangère; elle qui est le cœur de l'Europe.

Je le dis la mort dans l'âme, j'en ai la conviction : aujourd'hui l'Amérique est ainsi maîtresse de l'Europe.

Il y a plus de 50 ans, déjà, notre grand historien Lavisse a dit : « La domination du monde appartient pour l'instant à l'Europe. Cela pourrait bien ne pas durer. »

Cela n'a pas duré.

EXPORTATEURS
Pour accroître le volume de vos ventes à l'Etranger, remettez aux acheteurs des prix CIF ou FRANCO.
INTER-MARITIME ET FLUVIAL
S. A. R. L. au cap. de 75 millions de fr.
24, rue Caumartin - PARIS
Tél. OPE. 05-26 (8 l. gr.)
Telex. : 210.34
vous communiquera, sans engagement de votre part, des prix forfaitaires de bout en bout.

Afin d'éliminer de nos rubriques de publicité les annonces douteuses qui auraient pu s'y glisser malgré le soin que nous apportons à ce sujet, nous prions nos lecteurs qui auraient des réclamations à formuler d'écrire au Bureau de Vérification de la Publicité (B.V.P.), 27 bis, Av. de Villiers, Paris (17e) auquel nous adhérons comme membre actif.
BVP

Même l'hiver
Déjeunez à la TOUR EIFFEL
GRILL-ROOM
embelli et chauffé
sur la 2e plateforme
Ambiance incomparable
Retenez votre table à INV. 88-80

ALLIANCE TEXTILE
Sté Anon. au capital de 100.000.000 de fr.
FABRIQUE DE SOIERIES
68, rue Vendôme
LYON
9, rue de la Paix
PARIS
USINE A VIZILLE (ISÈRE)

Toutes Pierres et Perles pour Bijouterie
ANCIENS ETABLISSEMENTS
A. SECHAUD et Cie
S.A.R.L. au capital de 6.000.000 de francs
36, rue de Châteaudun PARIS (9e)
Téléph. : TRI. 53-13 — 53-14
Vente exclusive aux grossistes spécialisés

Un meuble signé Levitan... est garanti pour longtemps

Catalogue gratuit n° 27 sur demande
LEVITAN
63, Bd MAGENTA PARIS (M° Gare de l'Est)

HUGUES DUMOND & Cie
Société Anonyme au capital de 100.000.000 de fr.
4, rue Paul-Baudry — PARIS
Tél. BALzac 64-30
FERRAILLES - FERS - MÉTAUX
Succursale de LYON
129, av. Félix-Faure - Tél. MO. 05-78